

SPECIAL ETE
REPRISE LE 13 SEPTEMBRE

monde

Libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

ETE 1990

N° 792

15,00 F

SPECIAL LITTERATURE

Pour ne pas bronzer idiot !

Didier Daeninckx, Claude Guillon, Denis Langlois, Michel Ragon, Thierry Maricourt, le dernier « Bakounine » de Madeleine Grawitz, Paul Robin vu par Nathalie Brémand, un morceau de Pennac, des poèmes de Prévert, des dessins de Gil, une BD de Sylvie et Laurent, des photos de J.-M. Scot, des pages « anarchisme »... tel est le *Monde libertaire* « spécial été » !

REFUGIES

France-terre d'asile adieu !

La revue du GISTI, *Plein Droit*, titrait « Le droit d'asile en question » dans son numéro de mai dernier. Dans leur éditorial, on pouvait lire : « L'espoir de dissuader ainsi de futurs demandeurs n'est pas moins vain, dans la mesure où l'afflux des demandeurs d'asile, on le sait bien, n'est pas le résultat d'un simple "effet d'appel", comme tout le discours gouvernemental tend à le faire croire, mais le symptôme de déséquilibres mondiaux beaucoup plus fondamentaux auxquels on ne saurait parer en fermant simplement les frontières. »

L'Europe des polices

Au demeurant, « qui donc peut imaginer, l'année même où tombe le mur de Berlin, construire des remparts en guise de frontières ? », comme l'a excellemment rappelé le Premier Ministre lors de son voyage en Guyane ! Pourtant, ce même ministre a signé les accords dits de « Schengen ». Ces accords qui détournent dans les faits la vocation de la France de rester terre d'accueil. La France n'est pas seule à avoir signé ! Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, RFA ont été de la partie et ce dès juin 1985, date de leur première rencontre dans cette petite ville du Luxembourg.

De cette réunion était sorti un accord aux termes duquel tous les

signataires s'engageaient à supprimer les contrôles aux frontières communes. Pour la part hexagonale, tout cela avait été publié au *Journal Officiel* du 5 août 1986, mais n'avait pas encore eu « d'effets immédiats ». Il fallait néanmoins que tout soit prêt « si possible avant le 1er janvier 1990 »...

Et bien, oui, aujourd'hui, tout est prêt. Les militants antiracistes ont eu beau dénoncer « l'Europe des polices », d'autres encore à l'extrême droite, crier à « L'Europe passoire » au nom du « respect de la nationalité », cela n'a rien empêché.

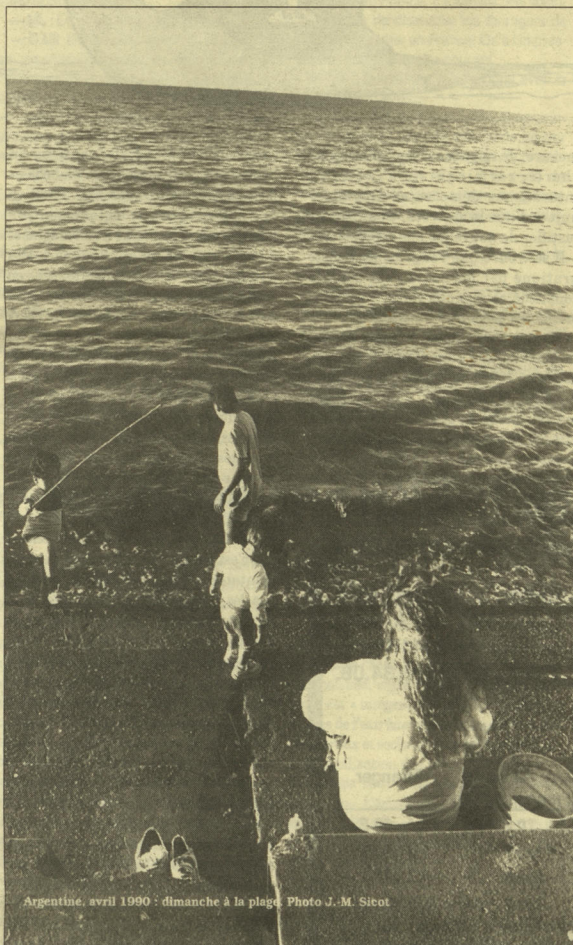
M. Josselin, président de la Commission parlementaire chargée des affaires européennes, a même pu affirmer sans gêne : « Il y a eu un choc entre la culture libertaire de ce pays — on n'aime pas les flics, on n'aime pas les contrôles — et le syndrome sécuritaire » (sic).

Festa, que ces accords nous donnent bien toutes les polices et veut à la fois interdire l'immigration clandestine et restreindre le droit d'asile. « Liberté totale pour les hommes libres et contrôles pour les esclaves » pourrait être le slogan de cette nouvelle aventure européenne !

Ainsi, la libre circulation des étrangers en Europe sera un véritable parcours du combattant. Depuis décembre, les autorisations de travail pour les immigrés hors CEE sont devenues « exceptionnelles ». Un système informatisé d'échange d'informations (SIS) a été mis en place. Visas, cartes de séjours, cela va être très difficile d'en obtenir pour venir travailler dans notre belle Europe sociale si l'on n'est pas habitant de cette fameuse CEE.

Et dans ce concert, France-terre d'asile, adieu !

Thierry (Gr. Pierre-Besnard)



Argentine, avril 1990 : dimanche à la plage. Photo J.-M. Scot

Réfugiés : le GAS a la parole

Le Groupe Accueil et Solidarité (GAS) est une association pour réfugiés et demandeurs d'asile. Elle a été créée il y a plus de dix années. En 1989, elle a reçu le prix des droits de l'homme.

— *Monde libertaire* : A travers les activités du GAS que pouvez-vous nous dire sur la situation des réfugiés actuellement en France ?

— GAS : Nous constatons que les textes ont peu changé mais en revanche, le comportement des Français a lui changé d'une façon considérable. Tout ce qui a pu être écrit dans la presse, à propos du voile islamique, par exemple, et qui n'a pas manqué d'alimenter les fantasmes de certains Français...

Ainsi lorsque nous parlons de nos activités et de notre accueil, on nous répond : « Ah ! encore des gens qui viennent ici pour détourner les lois sur l'immigration. » Pour beaucoup, les demandeurs d'asile sont considérés comme des tricheurs. Et cela les réfugiés le ressentent actuellement très durement.

(suite P. 3)

CONTE POLITIQUE

Généalogie (1)

Jean-Marie Pennac était né dans la Haute-Auvergne. Vieille famille française, grand-père tué à la guerre de 14-18, père fonctionnaire sous Vichy, au bureau des nationalités. Il aimait la France. Pour elle, il aurait fait n'importe quoi.

Et effectivement, un jour, il adhéra au Front national. C'était son élément, sa famille. Il avait été réformé pour faiblesse de constitution, mais là il accomplissait son véritable service. Tout pour la France. « Préservons la pureté de la race, dehors les bougnols ! »

Il fit un beau mariage. Marie-Hélène de Salers, la fille du châtelain. Pas question de travailler, Marie-Hélène restait au manoir et, comme elle s'ennuyait ferme, elle commença à faire des recherches généalogiques. Pour elle ce fut facile. Les familles nobles étaient répertoriées dans les ouvrages spécialisés. Elle remonta aisément jusqu'à Clovis.

Elle s'attaqua aux ancêtres de Jean-Marie. Pas aussi commode. Il fallait écrire aux maires et aux curés. Une chance, la famille avait toujours vécu en Auvergne.

Un soir, comme il rentrait d'une réunion consacrée à la défense des Français de souche, Marie-Hélène lui tendit un papier.

— Tiens. J'ai enfin trouvé le nom de ton ancêtre qui en 731 a épousé ta lointaine aïeule : Ahmed ben Mammoud, né en Algérie en 709, lieutenant du sultan qui occupait l'Auvergne !

Denis Langlois
(juillet 1990)

Denis Langlois est l'auteur, entre autres, des ouvrages suivants :

- *Le Cachot*, éditions La Découverte ;
- *Les Dossiers noirs de la police française*, éditions du Seuil ;
- *Le Guide du militant*, éditions du Seuil ;
- *Les dossiers noirs du suicide*, éditions du Seuil ;
- *Un assassin très ordinaire*, éditions du Seuil ;
- *L'injustice racontée aux enfants*, éditions ouvrières ;
- *Nouveau guide du militant*, éditions du Seuil ;
- *Les Diables rouges*, éditions Syros ;
- *L'Affaire Seznec*, éditions Flon (Prix littéraire des droits de l'homme 1989).

Durant l'été,
il se passe quelque chose
chez vous... informez-nous !

T 2137 - 792 - 15,00 F



F°P. 2520

POINT DE VUE

Le nazisme, la « race » et la loi

réponse à Pascal Bruckner et à quelques autres

B IEN plus que la résurgence de groupes politiques recourant au racisme et à l'antisémitisme pour séduire les électeurs, c'est la paralysie intellectuelle de leurs contempteurs démocrates ou antifascistes qui a de quoi inquiéter. Les belles consciences de droite comme de gauche y voient volontiers une faiblesse somme toute sympathique de la démocratie. Mais il serait naïf, nous dit-on, de maintenir (ou plus encore de restaurer) une absolue liberté d'expression alors qu'on se trouve incapable de répliquer à ceux qui l'emploient à mauvais escient. Au diable Saint-Just, brûler c'est bel et bien répondre !

A-t-on oublié le Mal ?

On voit où nous mènent les « siècles de culture, de conquêtes sociales et morales » dont Pascal Bruckner déploie (Le Monde du 17 mai) qu'ils n'aient pas éradiqué le Mal du cœur de l'homme. Dressant sobrement le constat de cet échec, Bruckner propose tout simplement que l'on interdise le Front national « comme on sut autrefois interdire les ligues factieuses, les groupuscules gauchistes et les cellules terroristes ».

Le rapprochement des deux premiers exemples est d'une pertinence toute involontaire puisque les organisations gauchistes dissoutes dans les années 70 le furent précisément à l'aide de textes fabriqués sur mesure en 1936 contre les ligues d'extrême droite. On a pu mesurer l'efficacité de la méthode !

Les sociétés démocratiques occidentales n'ont nullement « oublié le Mal », elles en ont au contraire fixé l'origine historique et l'étalon de

arrondissement de Paris, avouait dans *La Sélection humaine* ne pas comprendre « par quelle aberration on peut assimiler un Nègre à un Blanc ». Alexis

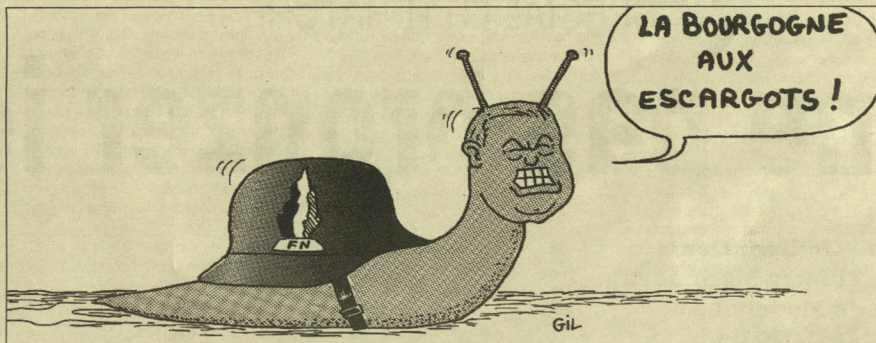
rompus avec... Jean-Marie Le Pen : « Le racisme, c'est de croire que les hommes sont divisés en groupes biologiques... » « Personne ne peut le contester », répon-

président du Front national. Il est le seul politicien français à user systématiquement de plaisanteries obscènes dans ses réunions publiques et l'on a tort d'y voir un simple artifice démagogique. En fait, si l'on étudie l'articulation entre les thèmes de la morale lepéniste et ses obscurités on est frappé de la similitude avec les ressorts émotionnels de la propagande nazie. Hitler dénonçait dans *Mein Kampf* : « l'empoisonnement effrayable du corps du peuple allemand par la syphilis », cet empoisonnement vénérien allant de pair avec une « contamination politique et morale ». Pareillement, Le Pen parle du socialisme comme d'un « SIDA politique » et déclare à propos de son modèle biologique : « On est obligé de constater que c'est un méfait de l'immigration (...) ; la rentrée en force de la syphilis, son déploiement est incontestablement d'origine étrangère. » (1). Ainsi c'est l'étranger, « ces femmes maghrébines en rut, enfin en action, c'est la même chose », qui amène via les maladies vénériennes et le SIDA un pourrissement du sang français, de la « race française ». L'étranger est hypersexué, d'ailleurs « la sexualité retardée (sic) explique le développement intellectuel de nos civilisations ». Malheureusement, l'abaissement de l'âge des premiers rapports amoureux vient compromettre cette suprématie durement acquise et les jeunes Français gaspillent avec leur semence la belle intelligence « française ». On peut en rire, mais vite. Semblables délire ont guidé la pédagogie de générations entières de fabricants d'angoisse (qu'on se convienne du Dr Tissot) et armé le bras d'excuseurs bien de chez nous.

On n'a pas pris suffisamment garde à la concomitance des résurgences de discours antisémites d'une part (l'Eglise en est le haut-parleur naturel), racistes et antisémites d'autre part. Les discours de Le Pen associent les deux types dans un mélange, hélas trop connu, où se combine la « race », le sang, le sexe et le « sol natal ». La recette de ce que W. Reich appelait la peste émotionnelle (2). Cette peste n'avait pas disparu, elle menace au grand jour, et les tergiversations des campagnes de prévention du SIDA en sont un autre symptôme.

Les docteurs démocrates semblent bien n'avoir pas médité sur leur mauvais diagnostic d'il y a soixante ans. Par ailleurs, on ne change pas le cours de l'histoire en composant le numéro d'appel de police secours ; c'est donc à chacun — n'en déplaise à Pascal Bruckner — à « s'improviser grammairien, sémanticien » et encore : analyste, historien, philosophe et militant. Bref, homme libre.

Claude Guillon
(écrivain)



mesure : le nazisme. Une telle supercherie, révisionniste s'il en fut, interdit aux démocrates de plaider aujourd'hui la naïveté, pour mieux justifier de nouvelles lois répressives.

Il se trouve que l'eugénisme raciste pratiqué par les nazis s'est d'abord constitué et répandu durant les trois premières décennies du siècle dans les sociétés démocratiques. Francis Galton, fondateur de l'eugénisme moderne, obtint en 1904 une chaire d'eugénisme à Londres. Il regrettait « les réticences sentimentales en grande partie tout à fait déraisonnables à l'extinction progressive des races inférieures ». En France, Charles Richet, prix Nobel de médecine 1913 qui a sa rue dans le 13^e

Carrel, autre prix Nobel, rédigea un hymne aux « grandes races blanches » intitulé *L'homme, cet inconnu*. L'édition de 1939 comportait logiquement un hommage à la jeunesse d'Allemagne et d'Italie et à l'idéal qui l'animait. Cet ouvrage reste un best-seller, présent en édition de poche dans tous les kiosques de gare. On voit qu'il est inutile de chercher les théoriciens racistes au-delà du Rhin ou dans quelque obscure arrière-boutique parisienne. A dire vrai, c'est à l'ombre douillette du tabou édicté à Nuremberg que l'antisémitisme et les théories nazies se sont insensiblement propagés via la socio-biologie, elle-même relayée par la Nouvelle Droite. « On croyait ne jamais plus voir cela », entend-on. Et pourquoi donc, quand on ne s'est jamais soucié de savoir ce qu'était « cela » ?

Il n'est que de voir l'embarras des commentateurs face à Le Pen (ne parlons pas des journalistes mis en sa présence : ils sont tétanisés). C'est qu'il faudrait, là encore, savoir de quoi on parle. Or, les textes dits « antiracistes » entérinent tout bonnement la notion de « race », dépourvue — il faut encore le rappeler — de fondement scientifique. Ainsi, le texte récemment proposé par le Parti communiste pour aggraver les dispositions de la loi de 1972 prévoit que pourra se porter civile une association assistant les victimes « de discrimination fondée sur leur origine nationale, ethnique, raciale ou religieuse ». Force est de constater que nous sommes plus près d'Alexis Carrel que d'Albert Jacquard et que la loi, par ailleurs impuissante à combattre le racisme, commence par donner *quits* idéologique aux racistes !

Je retiendrai ici — pour sa simplicité — la définition du racisme proposée par Guy Sitbon dans un entretien à bâtons

Quant à l'antisémitisme du personnage, il ne date pas d'hier. En 1978, rendant hommage dans *Le National* au dirigeant d'extrême droite François Duprat, Le Pen dénonce le « plan de génocide » ourdi contre les Français, dont les moyens sont « l'ouverture des vannes de l'immigration et la propagande avortueuse. (...) Etudiant les noms de ses promoteurs (allusion transparente à Mme Veil), nous retrouvons les mêmes incrustés dans les médias, dans les groupes gauchistes et à la tête de certain lobby bien précis (...). Ceux-là même s'étaient mis par avance à l'abri de toute critique et de toute réaction populaire en imposant au Parlement le vote de la loi Pleven qui a créé en France une catégorie de résidents privilégiés (sic) ». Si le mot « Juif » n'apparaît pas, il est clair que c'est bien là « l'ennemi » dont il est dit, dans le même article, qu'« il a réussi depuis plus de trente ans (c'est-à-dire en 1978 : depuis la Libération) à imposer son exécration dominante ».

Le Pen antisémite !

Raciste donc, et plus particulièrement antisémite, Jean-Marie Le Pen l'est sans conteste, mais cela ne suffirait pas à justifier les accusations de néo-nazisme que d'aucuns avangent, d'ailleurs timidement.

A un journaliste qui le qualifiait de nazi lors d'une récente conférence de presse, Le Pen répondait : « Je ne suis pas plus nazi que vous n'êtes homosexuel, du moins je l'espère pour vous. » Pour incongru qu'il paraisse, ce rapprochement n'est pas fortuit dans la bouche du

quant à l'antisémitisme du personnage, il ne date pas d'hier. En 1978, rendant hommage dans *Le National* au dirigeant d'extrême droite François Duprat, Le Pen dénonce le « plan de génocide » ourdi contre les Français, dont les moyens sont « l'ouverture des vannes de l'immigration et la propagande avortueuse. (...) Etudiant les noms de ses promoteurs (allusion transparente à Mme Veil), nous retrouvons les mêmes incrustés dans les médias, dans les groupes gauchistes et à la tête de certain lobby bien précis (...). Ceux-là même s'étaient mis par avance à l'abri de toute critique et de toute réaction populaire en imposant au Parlement le vote de la loi Pleven qui a créé en France une catégorie de résidents privilégiés (sic) ». Si le mot « Juif » n'apparaît pas, il est clair que c'est bien là « l'ennemi » dont il est dit, dans le même article, qu'« il a réussi depuis plus de trente ans (c'est-à-dire en 1978 : depuis la Libération) à imposer son exécration dominante ».

Raciste donc, et plus particulièrement antisémite, Jean-Marie Le Pen l'est sans conteste, mais cela ne suffirait pas à justifier les accusations de néo-nazisme que d'aucuns avangent, d'ailleurs timidement.

(1) Je me permets de renvoyer pour plus amples citations ainsi que pour l'ensemble des références au chapitre intitulé « Anecdotes démocratiques » dans mon livre : *De la Révolution*, 1989, Ed. Alain Moreau.
(2) On lira ou relira avec profit *La psychologie de masse du fascisme*, Petite Bibliothèque Payot.

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

REFUGIÉS

Le Groupe Accueil et Solidarité a la parole

— ML : Selon vous, cette aggravation du comportement des Français à l'égard des réfugiés serait due en partie à la campagne médiatique faite autour du voile ?

— GAS : Quand on lit un journal comme *Le Point* qui titre sur sa première page « La ruée des clandestins... » et qu'il illustre son article avec une photo de prostituées soi-disant ghanéennes, on ne peut pas jeter un discrédit plus grand sur les demandeurs d'asile. C'est surtout la façon dont le problème de l'asile est traité par la presse davantage que les dispositions législatives qui est ressentie durement par les réfugiés. Puis, le deuxième élément qui est très mal ressenti, c'est l'accélération des procédures d'examen des dossiers par l'OFPPRA (1). On voit ainsi actuellement des gens qui sont entrés en France il y a deux ou trois mois et qui ont fait l'objet d'un rejet express en quelques jours, quelques semaines, et qui nous racontent des histoires effrayantes. Quand nous assistons à des réunions à Amnesty International traitant de ce qui se passe au Tchad, en Mauritanie, au Zaïre, quand on lit les rapports sur ce qui s'est passé dans tel ou tel pays d'Afrique, on se dit que de nombreux Africains ont des raisons sérieuses de craindre pour leur sécurité. Et cela la France ne veut pas le reconnaître. L'autre sujet d'inquiétude, c'est « Schengen ». Avec ce traité, les réfugiés ne pourraient plus se présenter dans un autre pays européen lorsqu'ils auront été rejetés quelque part.

— ML : Et l'information selon laquelle les demandeurs d'asile n'auraient pas le droit de travailler ?

— GAS : Pour l'instant, on ne peut pas dire qu'il y ait eu des textes allant dans ce sens, mais à la préfecture de Nanterre nous avons su que celle-ci refusait ce droit à certains étrangers. Sinon, il y a accélération des procédures à l'OFPPRA, mais c'est

ce que nous avons réclamé pendant des années, donc on ne peut pas maintenant demander que soit rétablie une procédure qui faisait que les gens attendaient pendant trois ou quatre ans avant qu'on statue sur leur dossier. Maintenant que l'OFPPRA a recruté du personnel et obtenu des moyens pour accélérer les procédures concernant la demande de statut de réfugié, nous réclamons la certitude que les dossiers soient bien examinés. Mais à entendre les gens dont les demandes ont été rejetées par l'OFPPRA, on a l'impression, comme je l'ai déjà dit, que beaucoup ont des raisons sérieuses de craindre pour leur sécurité. Comment ça va se passer ensuite avec la Commissions de Recours ? On a aucune garantie.

— ML : Comment le GAS se fait-il connaître ?

— GAS : Nous publions un rapport annuel qui est envoyé à environ deux à trois mille personnes qui, d'une façon ou d'une autre se sont manifestés auprès de nous, donateurs et sympathisants. Tous les mois nous faisons un compte rendu de nos réunions de travail que nous envoyons également aux membres du GAS et aux sympathisants.

— ML : Le fait que vous soyez situés en banlieue sud, cela ne vous isole pas trop pour vous faire connaître, y compris des demandeurs d'asile ?

— GAS : Nous voyons des réfugiés de partout. Ils nous connaissent par le biais d'autres associations, comme la CIMADE, qui participent à la Commission de sauvegarde du droit d'asile (qui se réunit tous les mois).

— ML : Quels réfugiés rencontrez-vous le plus actuellement ?

— GAS : Ceux que nous rencontrons dans nos permanences, ce sont très souvent des gens qui psychologiquement vont très mal. Avant, on rencontrait des gens qui

allaient mal quand ils arrivaient, parce qu'ils avaient été en prison, torturés. Mais maintenant, cela fait un certain temps qu'ils sont en France, et psychologiquement ils vont mal. Ils vivent dans une telle insécurité : de papiers, de travail, de logement... Ils vivent chez des amis, ici où là... Leur situation est dramatique.

— ML : De quel pays viennent actuellement la plupart des réfugiés ?

— GAS : Ce sont surtout des Africains et ils ont en plus à subir le « racisme ». Il y en avait deux l'autre jour à notre permanence qui nous disaient : « Comment apporter les preuves de ce que nous avons enduré ? On ne savait pas qu'on devait apporter des preuves avant de venir... Nous sommes partis en catastrophe de chez nous. Ici on nous demande des preuves... Qu'est-ce qu'on peut faire ? On ne peut pas retourner dans notre pays ! On ira en prison... » Ils sont paniqués. Et très rapidement, de précarité en précarité, ils risquent de glisser dans la clochardisation.

— ML : Où en est actuellement l'ANAFE ? (2)

— GAS : Elle avance bien puisqu'elle est en pourparlers avec le ministère de l'Intérieur pour assurer une présence en zone internationale. C'est en bonne voie.

— ML : Ce serait donc une première structure établie dans la région parisienne. Y en aura-t-il d'autres ?

— GAS : Il en faudrait une à Roissy, Orly, Lyon, Marseille. L'ANAFE est présente aussi en tant qu'association, à Marseille. Ils viennent participer à nos réunions. C'est une association très dynamique où participent de nombreux syndicalistes. On nous a fait part d'ailleurs du cas d'un réfugié iranien qui est depuis un an en zone internationale, à Roissy. Un article est paru dans le mensuel *J'Accuse* de mai dernier.

— ML : Quels sont vos projets d'informations ou d'études ?

— GAS : Nous avons en projet un colloque, en 1991, sur le problème de définition de la zone internationale auquel nous inviteront les juristes.

— ML : Vous utilisez quels moyens médiatiques pour faire connaître votre action et la situation des demandeurs d'asile ?

— GAS : Nous avons été invités par des radios locales et notamment Radio-Libertaire. Nous sommes passés à la télévision. C'était un lundi matin de bonne heure. Cela a eu un impact incroyable. On a reçu une cinquantaine d'appels avec des propositions de logements, de travail... Quelques personnes ont pu ainsi être dépannées. D'autres sont même venues et participent maintenant au GAS depuis cette émission. Je pense que c'est très important car le racisme qui existe actuellement est en grande partie le résultat des campagnes alarmistes des médias. On ne parle jamais de la richesse qu'apportent les étrangers en France. Il y a aussi une volonté politique de dissuader les étrangers de venir ou de rester en France. On a l'impression de ramer à contre-courant.

— ML : Quels sont vos rapports avec la province ?

— GAS : On est très localisé. En province, ce ne serait pas très difficile de trouver des logements pour les réfugiés, le problème c'est le travail. Mais, à la suite de l'émission de télévision, on a eu des propositions intéressantes en province, notamment à Reims.

— ML : Vous travaillez en liaison avec le COMEDE ? (3)

— GAS : Oui, ils sont au Kremlin-Bicêtre. Ils sont débordés : ils n'ont que deux psychologues pour toute la population réfugiée en région parisienne. Ils ne prennent que les cas en urgence. On va d'ailleurs les rencontrer prochainement. Ce qui est bien au COMEDE, c'est qu'ils ont des médecins

généralistes et il est ainsi possible d'envoyer un réfugié qui a des problèmes psychologiques sans qu'il se sente étiqueté « malade mental ».

— ML : Qu'est-ce que le GAS offre concrètement aux réfugiés ?

— GAS : Nous leur offrons des logements pour un accueil provisoire en attendant de trouver un foyer ou un logement définitif. Nous avons ici un grand espace. Il s'agit d'une église désaffectée où nous pouvons aussi entreposer des meubles et des vêtements qui nous sont donnés ou que nous avons collecté sur le même principe qu'Emmaüs !

— ML : L'association fonctionne-t-elle uniquement sur le bénévolat ?

— GAS : Non, je suis salariée du GAS, un réfugié travaille à temps complet et un autre à mi-temps. Deux objecteurs font également partie de l'équipe permanente.

— ML : Quels sont vos besoins ?

— GAS : Etre plus nombreux ! Cela ne suffit pas d'accueillir les réfugiés ici. Il faut aussi lutter contre les causes de leur exil. C'est pourquoi nous participons à de nombreuses réunions d'information sur la situation dans les pays d'origine.

— ML : Votre travail est-il semblable à celui d'Amnesty ?

— GAS : Exactement. C'est une partie très importante de notre projet : savoir ce qui se passe dans les pays d'origine. Ce serait bien que le GAS arrive à s'ouvrir et que de nouvelles personnes viennent nous rejoindre, qu'on se renouvelle un peu.

Propos recueillis par Lyse

(1) OFPPRA : Office français pour les réfugiés et les apatrides.
(2) ANAFE : Association nationale d'assistance aux frontalières pour les étrangers.
(3) COMEDE : Association d'aide médicale destinée aux réfugiés.
(N.d.R.) GAS, 14 rue Dumont-d'Urville, 92100 Meudon. Tél. (16) 45.34.53.96. Ouvert le mardi et le jeudi de 17h30 à 19h30.

Du quart monde d'hier au tiers monde d'aujourd'hui

LES formes de la domination changent, mais la domination reste. Si au XIX^e siècle elle reposait sur la maîtrise de la police et de l'armée, aujourd'hui elle s'appuie principalement sur le contrôle de la communication sociale et surtout des médias.

Cette médiatisation généralisée des rapports sociaux impose ses rites et un style aux politiques. Mais la mise en scène et la dramatisation ne sont que des problèmes techniques, confiés aux « hommes de communication ». Ce que nous pouvons constater est la naissance de thèmes récurrents dans les médias, dont le principal aujourd'hui est celui de la pauvreté. Elle est en effet, selon l'expression à la mode, « incontournable » mais nous retrouvons, dans les manières dont elle est traitée, des permanences.

Si au XIX^e siècle, le mouvement ouvrier naissant avait posé que ce problème ne pouvait être résolu que par le renversement du pouvoir économique et politique, il trouvait, face à lui, un discours qui opposait, à la lutte des classes, le principe de charité : donner aux pauvres et soulager ceux qui souffrent par la mise en place d'un système d'assistance et de contrôle, sans rien changer aux causes profondes de la misère.

Aujourd'hui la problématique apparente a changé, mais le principe demeure. Le contexte général dans lequel nous vivons est le décloisonnement des différentes sociétés humaines, leur fusion progressive et la mondialisation des sociétés. Ce mouvement

se fait sous la houlette du capitalisme et l'effondrement du national-communisme n'en est qu'une péripétie.

Une nouvelle donne

Cette évolution nous met en face d'une nouvelle donne : si les classes sociales se définissaient à l'intérieur d'un même espace social dont les limites correspondaient aux aires de compétence géographique des Etats, nous nous retrouvons aujourd'hui dans une société où les oppositions d'intérêt des individus sont beaucoup plus vastes : elles superposent à ces anciens clivages sociaux, ceux d'une société humaine globale dans laquelle les oppositions d'intérêts se font en fonction de la répartition socio-géographique des individus.

Ce dernier point fut longtemps le cheval de bataille des tiers-mondistes, qui opposaient les pays pauvres aux pays riches et qui ont sombré dans le nationalisme et autres culturo-centrismes : l'appartenance à une « culture » et sa défense s'identifiaient, dans leur imagination, à la lutte des classes. Incapables de remettre en cause la notion d'Etat et de penser l'ensemble des sociétés humaines comme une société globale (« l'Etat limite et donc détermine les sociétés »), ils reprenaient l'argumentation traditionnelle des extrêmes droites.

Mais la fusion progressive des sociétés humaines était corrélative d'une accélération de la circulation des biens et des personnes.

Le « tiers état » est devenu d'abord « tiers monde » et nous est revenu « quart monde » (1). La différence entre le quart et le tiers monde, est que le premier existe à l'intérieur des sociétés riches, dans le même espace socio-géographique, alors que le second se situe à l'extérieur. Mais c'est bien de la même misère dont il s'agit. L'accentuation des différences à l'intérieur des pays riches ne peut être séparée de l'accentuation des différences au sein de la société humaine globale. L'afflux de réfugiés économiques dans les sociétés occidentales, c'est-à-dire l'afflux de personnes qui fuient la mort lente et la famine dans les régions ravagées par le triomphe du libéralisme, est une autre attitude que le recours aux fondamentalismes ethno-centriques, au repli sur soi (mythification d'un passé qui devient le « paradis perdu » et la « terre promise ») et au refus de la « modernité capitaliste », mais elle trouve son origine dans les mêmes causes.

Ce n'est donc pas un hasard si, aujourd'hui, le principal souci des gardiens de l'orthodoxie libérale est de se pencher sur les problèmes de la migration : que les pauvres crèvent entre eux ! Le traitement social (2) de la pauvreté commençant par une redistribution des richesses sous la forme de dispositifs de plus en plus coûteux, le libéralisme se voit de plus en plus lourdement taxé et pénalisé dans sa course aux profits et à la rentabilité. Cette augmentation des charges et des coûts ne peut produire qu'un ralentissement généralisé des sociétés les plus riches. Aussi le libéralisme

redécouvre-t-il les vertus du nationalisme : limiter la circulation des pauvres est devenu une nécessité économique.

Le néo-fascisme français et européen n'est qu'un effet de la banalisation, par les servants de l'Etat, des thèmes classiques du nationalisme, entre autres : « seuil de tolérance » et « intégration » (3). Ce recours aux thèmes de l'extrême droite nécessitait, pour les libéraux et socio-démocrates réunis, une déculpabilisation des idéologies droitières qui, depuis 1945, restaient des interdits et des tabous. L'éclatement de la droite classique, qui fonctionnait dans le non-dit, et la grand-messe gaullienne n'en sont que des détails ornementaux.

La remise de la dette

La « remise de la dette » entre dans la même logique et illustre bien les difficultés d'un capitalisme libéral qui essaie de survivre. Nous pouvons souligner la parenté de ce genre de mesure avec les démarches caritatives du XIX^e siècle, mais le vrai problème n'est pas là : il faut soulager les économies des pays riches, des charges qu'entraînent l'appauvrissement et l'effondrement des économies des pays pauvres (ex-colonies : nous sommes dans la continuité !), qui sont à l'origine des mouvements de migration. Soit préserver l'ordre économique mondial.

La remise de la dette n'est qu'une solution pour ralentir le mouvement des réfugiés économiques : il s'agit de les fixer sur place.

La beauté éthique du geste n'est en fait que pure démagogie vis-à-vis des médias. Car de toutes façons, ces pays ne peuvent payer cette dette et il s'agit de rentabiliser ce que l'on nomme, en termes comptables, une « créance irrécouvrable » en transférant sur celle-ci, une partie des charges auxquelles les Etats riches doivent faire face ou risquent de devoir faire face sur leurs territoires. Bien-sûr cela soulage, momentanément, les économies qui s'effondrent, mais cela ne change rien quant aux causes profondes qui restent celles de l'organisation capitaliste de l'économie mondiale. Les causes demeurent donc, mais pour combien de temps ?

La « philosophie de la misère » nous dit aujourd'hui que la pauvreté et le désir de survivre ne connaissent pas les frontières, et les Etats n'y pourront rien. Sauf à sombrer dans de « nouveaux » (?) nationalismes, qui demeurent les ennemis privilégiés de ceux qui refusent le capitalisme et qui partagent les valeurs d'égalité et de liberté (réelles et non-formelles), l'une ne pouvant exister sans l'autre.

Luc Wilmet

(1) Appellation d'origine chrétienne, mais qui désigne une réalité sociale.
(2) Traitement social, c'est-à-dire répondre à des problèmes économiques par des mesures sociales.
(3) La culture et les valeurs franchouillardes restent universelles et figées : nous sommes loin du métissage social, du métissage culturel et de l'internationalisme...

RENCONTRE

Le syndicalisme a-t-il encore un avenir ?

Le 23 juin 1990, 250 militants et militantes venus de tous les horizons du syndicalisme ouvrier français ont répondu à l'invitation de la revue *Collectif*, qui organisait à la Bourse du travail de Créteil des rencontres syndicales que certains ont déjà qualifiées d'historique. Enfin, 70% se déclarent favorables à une large confédération regroupant tous les syndicats français. Dans l'ambiance feutrée rumeurs « recompositionnelles » ce souhait me laisse rêveuse.

Un diagnostic sombre

Dans le cadre destructeur de la division syndicale actuelle, réunir en un même lieu et en même temps des représentants d'organisations aussi diverses que la CGT, le Syndicat unitaire et démocratique (SUD), la FEN, le Syndicat national unifié des impôts (SNUI), la Fédération autonome des transports (FAT), le CRC (Coordonner, Rassembler, Construire), le Syndicat national des professionnels indépendants des transports, la CFDT et Force ouvrière (quoique ce dernier fussent les moins nombreux) relève du tour de force. Rien que pour cette raison, il faut saluer cette initiative. A cette liste non exhaustive de syndicats petits et grands, il faut ajouter la présence d'un représentant du syndicat hongrois Solidaritaz.

Chaque participant reçut au début de la rencontre un dossier, dans lequel il pouvait méditer, entre autres, sur les résultats d'un sondage IFOP, réalisé lors du Forum social européen, sur le thème de la division syndicale dont 74% des personnes interrogées pensent qu'elle est la

principale cause du déclin du syndicalisme. Autres tendances intéressantes du sondage : 51% des questionnés ont une mauvaise image des syndicats au niveau national, pendant

quels que soient les grandes maisons classiques : CGT, CFDT, FEN.

Cette hémorragie de cartes syndicales semble inversement proportionnelle aux luttes qui se sont déroulées ces dernières années.

Le syndicalisme de l'avenir trouvera les réponses adaptées à ces questions ou disparaîtra.

A l'intérieur même de l'organisation, comment faire pour que les adhérents ne

soient pas seulement des « consommateurs » d'un service rendu en échange du prélèvement automatique de cotisations (PAC), mais bien des acteurs du changement dans l'entreprise et dans la société ?

Enfin, pour éviter que le syndicat ne soit qu'une caisse enregistreuse des revendications, ne doit-il pas proposer un projet global de société pour être plus vivant et crédible ?

Pour conclure sur un retour aux sources salutaire

On pourra s'étonner et regretter qu'à un moment où l'avenir et le rôle du syndicalisme se pose avec autant d'acuité, la CNT ait été absente des rencontres de Créteil. Exclusion ou désertion volontaire ? Pourtant à Créteil, les valeurs dont beaucoup de participants ont estimé qu'elles étaient indispensables pour recréer un syndicalisme d'avenir sont les valeurs fondatrices de l'Association internationale des travailleurs : solidarité, indépendance, fonctionnement interprofessionnel, gestion directe...

Puissent les prochaines rencontres, décidées à la suite de Créteil, faire revivre ce syndicalisme !

Volaine (Gr. Pierre-Besnard)

(1) La fédération CFDT-HACUITEX regroupe les travailleurs de l'habillement, du cuir et du textile.



1er Mai 1982. Krazu, Séguy, Marchais, Fierman bras dessus, bras dessous... les jours heureux ! Et demain, qu'en sera-t-il du syndicalisme ?

que 56% continuent cependant à faire plutôt confiance à l'action syndicale pour la défense de leurs intérêts dans l'entreprise.

Au-delà de leurs différences, les syndicalistes du 23 juin tombèrent d'accord au moins sur un point : le syndicalisme français construit depuis la Seconde Guerre mondiale est en train de s'effondrer de toutes parts : le symptôme le plus inquiétant en est la chute du nombre des adhé-

rents qui affecte toutes les grandes maisons classiques : CGT, CFDT, FEN.

Citons pour mémoire : les cheminots, Chausson, les instituteurs, les infirmières, la Comatec, Peugeot, Air-Inter, la Sécurité sociale, la BNP, les impôts, les crèches parisiennes... De quoi faire largement une grève générale !

Les causes

Mais la conclusion n'en est pas moins navrante : les travailleurs et les travailleuses luttent, mais pas avec les syndicats. Disons que c'est plutôt nous — doux utopistes syndicalistes — qui luttons avec elles et eux. Et le pire, chers camarades, c'est qu'une fois qu'elles et ils ont lutté, la syndicalisation ne s'effectue pas forcément !

Au-delà des reproches habituels et justifiés que l'on fait aux organisations syndicales (politisées, bureaucratiques, divisées) Léon Dion, ex-secrétaire général de la fédération HACUITEX (1) de la CFDT, dans son rapport introductif, a tenté une analyse prenant en considération plusieurs éléments cités ci-dessous.

La mutation du système capitaliste entraîne une modification profonde et rapide de la classe salariée à laquelle le syndicalisme français n'a pas su s'adapter : ainsi, les emplois dans les PME et dans les services augmentent alors que ce sont précisément des secteurs où il n'y a pas ou peu de présence syndicale. Par ailleurs, le travail intérimaire est en progression constante. Or, comment se syndiquer quand il n'y a pas de section syndicale dans l'entreprise ?

Comment se syndiquer quand on change d'entreprise chaque trimestre ? Comment se syndiquer quand on est immigré, chômeur, etc ? Et même dans le cas de plus en plus rare où les syndicats sont présents sur le lieu de travail, lequel choisir ? Et pourquoi ?

soient pas seulement des « consommateurs » d'un service rendu en échange du prélèvement automatique de cotisations (PAC), mais bien des acteurs du changement dans l'entreprise et dans la société ?

On souscrita à l'appel de Léon Dion pour recréer, réinventer un syndicalisme interprofessionnel qui accueillerait le salarié isolé dans sa petite boîte et qui réfléchirait à créer des revendications unifiantes, adaptées à la réalité des nouvelles conditions de production.

Tous ces problèmes traversent l'ensemble des organisations syndicales aujourd'hui, y compris les nouvelles. Pendant ce temps, les dirigeants rêvent sur les sommets de relations privilégiées avec le pouvoir en établissant des plans recomposables.

Les incertitudes d'une certaine recomposition

Les bureaucrates de la FEN et de la CFDT veulent isoler la CGT pour fournir au parti social-démocrate-traitre actuellement au pouvoir la base sociale dont il a besoin pour européeniser la production, donc les profits des capitalistes. Tous les Etats de la CEE ont cet interlocuteur syndical sauf la France, c'est ce qui fait la spécificité du syndicalisme français et c'est peut-être ce qui le sauvera, car :

- les salariés français n'ont pas l'obligation de se syndiquer en rentrant dans une entreprise comme c'est le cas dans moult pays européens ;
- la fièvre recompositionniste peut provoquer des éruptions douloureuses au sein de la CFDT, de la FEN, elle en a déjà

NOTES DE LECTURE

« Chacun compte pour un » (1)

Le titre de l'ouvrage de Georgette Vacher aurait pu être au féminin : tant son combat, au sein de la CGT, a été marqué par son souci de défendre les travailleuses, les aider à s'organiser et à agir collectivement. Mais surtout, elle luttera pour qu'il en fut de même pour les hommes.

A partir de 1981, elle rencontre, dans ses responsabilités à l'Union départementale du Rhône, tous les barrages, les mesquineries, les saloperies dont sont capables ceux qui nient la discrimination sexiste et la nécessaire organisation des femmes. Elle s'opposera aux bureaucrates, ici stalinien, et à tous ceux qui veulent garder leur parcelle de pouvoir sur les autres. Il est vrai qu'à cette période, l'équipe d'Antoinette (2) fut « écartée » et que les revendications spécifiques des femmes furent mises au placard par la CGT (et bien d'autres) pour d'autres priorités...celles d'accompagner leurs camarades au gouvernement.

Pour que tous et toutes comprennent le sens de son suicide, ses compagnes de travail, ouvrières chez Calor, et ses amies de la CGT ont voulu rassembler ses notes, ses enregistrements, ses poèmes écrits lors de « mortelles » réunions. Parce qu'il reste à abattre « les princes et les notables ». Parce qu'il reste à imposer que « chacun (e) compte pour un (e) ».

Hélène (Gr. Pierre-Besnard)

(1) En vente à la librairie du Monde Libéraire au prix de 90 francs.
(2) Antoinette, revue féminine de la CGT, aujourd'hui disparue.



Le temps perdu

Devant la porte de l'usine le travailleur soudain s'arrête et comme il se retourne et regarde le soleil tout rouge tout rond souriant dans son ciel de plomb il cligne de l'œil familièrement Dis donc camarade Soleil tu ne trouves pas que c'est plutôt bon de donner une journée pareille à un patron ?

Jacques Prévert

MAL-LOGES

Bonnes vacances M. Mitterrac !

TRADITIONNELLEMENT, les mois de juillet et août marquent un ralentissement dans la gestion de la ville ou de la République... Un ralentissement qui s'explique par le départ en congé de milliers de fonctionnaires chargés d'exécuter vos décisions et, accessoirement par le fait que vos citoyens ont tendances en ces temps de chaleur à prêter d'avantage l'oreille au chant des cigales ou au bruit des vagues qu'à prêter attention à tout ce que vous faites pour eux. N'ayant plus personne pour vous écouter et vous regarder gouverner, il est normal que vous goûtiez vous aussi, M. le Président, un repos bien mérité. Car, à combattre les inégalités sociales comme vous l'avez fait tout au long de cette année, vous aurez usé sans doute beaucoup de salive ! Certes, votre cote de popularité avait bien besoin d'un tel combat mais nous sommes tout autant convaincus du sincère altruisme de vos discours.

A vous aussi, M. le Maire de Paris, nous sommes reconnaissants de vouloir faire « à tout prix » de la capitale une ville neuve et riche, digne de son rôle dans la future Europe, en repoussant la misère dans les lointaines banlieues !

A ce propos, nous espérons que, depuis votre mas de Latché ou votre modeste

ferme de Corréze où vous passerez sans doute quelques jours, vous aurez l'aimable pensée d'envoyer une petite carte à ceux qui n'auront pas cet été la possibilité de quitter la capitale.

Les joies du camping à Paris

Certes, cela n'empêche pas certains de goûter aux joies du camping. Depuis fin avril, 65 familles parisiennes n'ayant pas les moyens de louer une résidence « pieds dans l'eau » sur la Côte d'Azur, ont décidé de planter leur tente au cœur même de Paris, place de la Réunion (20^e), place de la Mairie (19^e) et sur le parvis du Sacré-Coeur (18^e). A vrai dire, il leur arrive souvent en cas d'orage de se retrouver les pieds dans l'eau, et certains regrettent alors qu'Emmaüs ne leur ait pas fourni de matelas pneumatiques plutôt que des matelas de toiles.

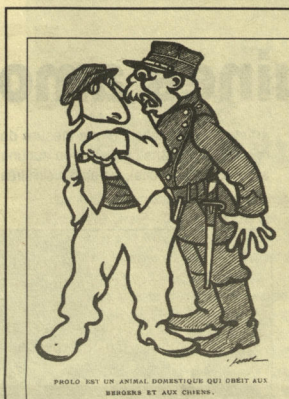
Plutôt qu'une villa en bord de mer, ces familles se contenteraient bien pourtant d'un modeste logement même dans les arrondissements les plus populaires de Paris. Elles s'en sont ouvertes à vos services préfectoraux et municipaux qui leur ont répondu

avec une célérité étonnante : à l'heure qu'il est, deux mois tout juste après les premières expulsions, 6 familles sur les 48 du 20^e et 9 sur les 16 du 19^e arrondissement ont été relogées, souvent hélas en lointaine banlieue, dans des appartements en cours de travaux. Avec les expulsés du Sacré-Coeur et ceux du 155, rue de Flandre, il ne reste donc plus que 47 familles à reloger. Mais nous sommes convaincus que cela ne saurait tarder puisqu'il existe des milliers de logements vides à Paris, comme l'a montré encore mercredi 27 juin, le comité des mal logés, en réquisitionnant symboliquement quelques logements vides, rue du Clos, dans le 20^e arrondissement. Nous espérons que vous saurez reloger encore plus rapidement les centaines d'autres familles qui doivent encore être expulsées dans les prochains mois.

Nous vous souhaitons donc, M. Mitterrac, de bonnes vacances, sereines et rafraîchissantes... Car la rentrée pourrait bien être chaude encore. *Le Monde libertaire* cesse lui aussi sa parution en juillet et août, mais Radio-Libertaire continuera d'émettre et de se faire l'écho des nouvelles expulsions qui pourraient survenir cet été.

A la rentrée donc !

Pascal Petit



CONTE POLITIQUE

Prison (II)

« Vous voyez, avec un minitel, les détenus et leurs familles peuvent avoir tous les renseignements sur la prison. Une touche et ils sont en contact avec le grand ordinateur central qui, par précaution, se trouve dans le quartier de haute sécurité. »

Le ministre de la justice en visite à la première prison privée entièrement informatisée était admiratif. Il pianotait ingénument sur le clavier, ravi comme un gamin de voir immédiatement la réponse sur l'écran bleuté.

- Comme dans un hôtel, il est possible de retenir d'avance sa cellule.

Le ministre rit, mais ne put s'empêcher d'essayer.

- Cellule individuelle avec douche et cabinet. Vue sur le chemin de ronde. Promenade dans cour avec arbre. Parloir le jeudi et samedi. Douche trois fois par semaine. Télévision en location. Surveillance électronique. Vacances non prévues.

Le ministre se tordit carrément de rire. Il eut tort. Six mois plus tard éclata le scandale des pots-de-vin des prisons privées et il se retrouva dans la cellule qu'il avait retenue.

Denis Langlois
(juillet 1990)

PRISONS

Chronique de mutineries annoncées

LE marronnier est un arbre superbe, surtout au printemps et en automne. Epoque à laquelle les journalistes en mal de copie s'émerveillent de la beauté de la nature au milieu du macadam... L'été, en revanche, est la saison des mutineries. A défaut d'actualité, on publie des oracles lourds comme des matraques plombées, fins comme l'humour d'un maton, délicats comme l'âme d'un procureur...

On a ainsi vu fleurir, au cours du mois de juin, des articles solennels sur la forte probabilité de terribles émeutes dans les prisons françaises. De *Minute* à *France Soir*, en s'arrêtant sur le *Figaro* titrant, en toute simplicité, « Comment Action directe prépare l'été dans les prisons », de pompeux pisse-copie ont diffusé un fatras de lieux communs imbéciles, de fantasmes et d'« informations » largement téléguisées. Deux interlocuteurs communs, dans chacun de ces articles : d'éminents responsables de la Chancellerie et de l'administration pénitentiaire, et plus précisément leurs composantes les plus démocratiques : Force ouvrière pénitentiaire et l'Association professionnelle des magistrats...

Ces éminents spécialistes sont formels : les prisons vont « exploser » cet été. Et de justifier leurs convictions : les prisons exploseront pour deux raisons : d'une part, le malheureux personnel pénitentiaire manque cruellement de moyens et surtout — comme c'est étrange — de la considération dont nul ne devrait douter qu'il fût digne. Ces pauvres hères manquent aussi de moyens. On se souvient, à cet égard, de l'envoie de Violette, affirmant qu'il fallait « plus d'armes, plus de caméras, plus de miradors tournés à l'intérieur, mais aussi vers l'extérieur des prisons. Car les prisonniers disposent aujourd'hui de relais ». Ces propos, ont été recueillis dans 7 à Paris.

Ils sont repris, en substance, par tous les articles du mois de juin : les trois journaux citent, nominativement ou non, des organisations de soutien des prisonniers en lutte, des « radios périphériques émettant des messages codés »...

Comment l'administration pénitentiaire prépare l'été...

Que voir d'autre, dans ces augures, que la nécessité de remplir les pages avant que le *Mondiale*, puis le *Tour* de France, ne viennent faire vibrer les foules ? Sans doute l'inverse de ce qui y figure. A savoir, comment les matons d'une part, l'extrême droite pénitentiaire et judiciaire, de l'autre, préparent l'été dans les prisons. L'an dernier, bien avant le carnaval du Bicentenaire, l'administration pénitentiaire avait, à titre préventif et dans le cadre précis de la fête de la démocratie, rempli les quartiers d'isolement et les mitards, transféré tous les présumés meneurs, procédant, pour parfaire leur mission, à des lynchages collectifs et des tabassages individuels.

Il semble bien que nombre de magistrats regrettent, tout autant que les petits commerçants, que le Bicentenaire n'ait pas lieu tous les ans. Les matons, eux, restent sur leur faim, et gardent en travers de la gorge leurs échecs syndicaux contre Arpaillage. Un garde des Sceaux passablement bouffi aux mites, qu'un conflit carcéral de plus permettrait de remettre définitivement au placard. Enfin, grossir démesurément le péril de militants révolutionnaires prêts à faire craquer l'allumette au pied de la poudrière carcérale présente au moins un intérêt : faire gonfler les ventes de deux ou trois torchons.

Foutaises que ces articles ? Oui, dans ce qu'ils écrivent. Mais justes, dans ce

qu'ils ne disent pas, ou presque pas. Tout au plus quelques matons évoquent-ils, parmi les causes d'un éventuel mécontentement, quelques désagréments dans les conditions de détention... ajoutant aussitôt que le problème sera résolu par les nouvelles prisons (celles dont Badinter a programmé la construction, avant d'œuvrer à une réforme féroce du Code pénal). Les magistrats, quant à eux,

Et voilà pourquoi un été chaud peut mettre le feu au poudre.

La gauche, c'est le changement

Les marronniers ont la vie dure. Depuis deux siècles, toutes les nouvelles prisons ont été ouvertes dans le louable objectif de désengorger celles qui cou-

subi des changements qui, sous des dehors léniants, ont institué les quartiers d'isolement à durée indéterminée en lieu et place des QHS ; le doublement de la population pénale ; les parloirs « libres » entérinant le supplice de Tantale.

Ce sont les prisonniers qui ont formulé, diffusé, imposé leurs revendications, sans rencontrer aucun écho auprès d'aucune chancellerie. S'est alors déclenchée une série de révoltes qui ne devaient rien aux militants extérieurs : les révoltes du désespoir, du refus vital de la mort lente, de la non-vie, de la prison. Ces révoltes ne devaient rien non plus à de quelconques conditions climatiques : elle se sont déroulées en toute saison, et n'ont aucune raison de cesser, tant que l'Etat leur répondra par le mépris, la brutalité, la répression.

Car ces révoltes ont entériné une autre nouveauté : sous les régimes de droite, les forces de l'ordre cognaient. Sous la gauche, elles cognent autant, mais condamnent de surcroît. En l'espace de trois ans, ce sont près de cinquante années de prison supplémentaires qui ont été infligées aux prétendus meneurs.

Décidément, nos confrères de la grande presse feraient mieux de parler des marronniers - magnifiques, même en été. Si les prisons explosent cet été, ce sera pour toutes les raisons qu'ils n'ont pas évoquées. Si la prévention des mutineries est aussi musclée que l'an dernier, si la campagne d'intimidation à laquelle ils ont largement contribué porte ses fruits, *France Soir*, *Minute* et *Le Figaro* trouveront d'autres serpents de mer à exhumer pour les longues pages d'été. Nous savons, pour notre part, que la révolte n'a pas de saison, ou les a toutes. Nous leur laissons les marronniers.

Pascale Choisy



présentent les revendications de l'abolition des quartiers d'isolement, de la suppression du prétoire et du mitard, de remises de peine effectives, de parloirs intimes, de l'amnistie des mutins, comme celles de quelques dangereux gauchistes. Soucieux de ne pas être en reste d'analyse, les journalistes ajoutent finement que les détenus sont sensibles à la température ambiante.

laient sous le nombre et l'usure. Depuis deux siècles, les nouvelles prisons remplissent leur fonction durant quelques mois, avant de se remplir, de décrépir... sans qu'aucune autorité ne se demande sérieusement si l'institution carcérale elle-même est pas pourrie dans son essence, dans sa fonction.

Ce sont les prisonniers qui, depuis l'avènement de la gauche au pouvoir, ont

Les « ruines amORALES » du 68, quai de Seine

HORS des sentiers battus, il s'est constitué, depuis 1977, un pôle créatif en bordure du bassin de la Villette (19^e) dans les bâtiments abandonnés des anciens magasins généraux, qui se faisaient face. Qui se faisaient... car, depuis le 10 février 1990 l'un d'eux, situé sur le quai de la Seine n'est plus qu'un amas de gravats. La cause en est ce terrible incendie, qui en quelques heures anéantit des années de labeur.

« On y est, on y reste, on y revient ! »

Le mardi 26 juin, des banderoles multicolores ceinturant la façade du bâtiment restant, le 41 bis quai de la Loire, invitaient le passant aux mots de « On y est, on y reste, on y revient ! » à prendre conscience de l'ampleur des problèmes rencontrés, depuis quatre mois, par les 24 artistes et 40 entreprises de création sinistrés.

Au lendemain de l'accident des promesses avaient été faites par la Ville de Paris, propriétaire des lieux, par l'intermédiaire de Monsieur Rabut, directeur de cabinet de Jacques Chirac. Les sinistrés devaient être relogés en des délais brefs, une somme de 30 000 francs était offerte à chaque atelier (en guise d'avance sur l'assurance) et enfin le bâtiment détruit devait être reconstruit et ses anciens locaux relogés en priorité. Le temps a passé, mais peu a été consenti. Seuls 11

artistes ont bénéficié d'une mesure de relogement (sans concertation aucune avec les ayants-droits), les autres sinistrés

lancer un cri d'alarme. Rien de plus simple pour des créateurs que de se montrer imaginatifs. Concert (avec le concours de

informer des arcanes de la vie culturelle parisienne et des dissensions existant entre la municipalité de Jacques Chirac et les artistes.

nouvelles destinées, et met en place son projet... ». Un projet plus culturel, plus en phase avec les procédures immobilières du moment.

Devant la mauvaise volonté des autorités et les discours vasouilleux des gens de la SEP, les occupants du 41 bis, quai de Loire s'attendent à connaître eux-mêmes les affres de la politique culturo-immobilière de la Ville. Rendus méfiants ils revendiquent eux aussi à l'unisson avec les sinistrés voisins, auprès de la Ville et de Monsieur Harrispur, son gérant, la tenue des promesses faites, mais aussi l'aménagement de leur propre bâtiment et enfin une meilleure connaissance de la situation générale de la SEP : sa structure, ses finances, ses projets.

Le 25 juin, prenant les devants, Monsieur Harrispur faisait timidement l'annonce d'un règlement en bonne et due forme des problèmes. En attendant du concret, les créateurs des magasins généraux préfèrent poursuivre leur campagne de sensibilisation. D'autant qu'avec les vacances les belles promesses, si difficiles à réaliser, risqueraient encore une fois d'échapper aux créateurs.

Claude Nepper
(Gr. François-Rabelais)

(1) Lire, dans le Monde libertaire n° 790, l'article de la page 3 « Les artistes sont visés ».
(2) Association « Quai de Seine, quai de Loire », 41 bis, quai de la Loire, 75019 Paris. Tél. : (16).42.02.13.40 et 42.02.17.99. Contact Philippe Desrieux. Permanence : 10 h - 12 h.



Photo Didier Massouret et Bernard Brault. Édité par « Quai de Seine, quai de Loire »

sont hébergés chez les voisins du 41 bis, où encore en des squatts d'artistes, eux-mêmes menacés de disparition, dont l'Œil du cyclone (1). Tout le reste est à l'avenant, comme si la Ville souhaitait disperser les sinistrés et les voir disparaître.

Las et amers les créateurs des magasins généraux, regroupés au sein de l'association « Quai de Seine, quai de Loire » (2), ont alors tenu par diverses manifestations, prévues pour ce 26 juin, à

groupes de rock, de reggae, du groupe de jazz Urban Sax..., lâcher de ballons rouges et feu d'artifice, en bordure du bassin de la Villette, devaient ponctuer la soirée. Hélas, la pluie est venue perturber bien des choses, et par voie de conséquence supprimer une part des festivités. Qu'à cela ne tienne, le message des artistes et autres créateurs est passé. La presse, conviée à une découverte des lieux et à une conférence de presse, se vit



« M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, a estimé mercredi que "L'opération d'expulsion des squatters des rues de Vignoles et de la Fontaine-au-Roi, s'est déroulée apparemment dans de bonnes conditions" et "qu'il était nécessaire de procéder à ces expulsions" ». AFP, 2 mai 1990.

PARUTION

« Les Anarchistes et la Révolution française »

L'ORGIE médiatique et éditoriale de la célébration passée, les éditions du Monde Libertaire publient *Les Anarchistes et la Révolution française*, ouvrage collectif constitué de contributions d'universitaires, de militants anarchistes ou de proches du mouvement libertaire.

Le lecteur n'y trouvera pas une « théorie anarchiste de la Révolution française » opposable aux interprétations dominantes, libérale ou marxiste. Les auteurs, de façon individuelle, ont librement développé le résultat de leurs travaux ou de leurs réflexions. Pourtant, une cohérence se dégage de l'ensemble des contributions présentées : la Révolution française n'est pas l'événement mythique qui a servi d'enjeu à la récupération consensuelle effectuée par la classe politique d'aujourd'hui, toutes tendances confondues.

Historiquement, elle s'inscrit dans un processus préparé de longue date, dès

le moyen âge. La lente évolution de faits et de causalités qui ont produit les conditions de la Révolution est ainsi clairement explicitée. Idéologiquement, cette révolution a été préparée par l'œuvre de nombreux auteurs qui se sont mutuellement influencés, Français et Anglais.

La Révolution française n'est pas mythique

Les controverses que ces auteurs et leurs partisans ont entamées, contiennent à parcourir les débats politiques, aujourd'hui. *Les Anarchistes et la Révolution française*, enfin, propose quelques contributions qui permettent de situer la place et le rôle de cette révolution dans la formation de la théorie de l'anarchisme et dans ses pratiques politiques.

Le premier point est abordé par l'analyse des positions de Bakounine et, aspect peu étudié, par les prises de positions de celui qui fut sans doute le

premier précurseur de l'anarchisme, l'Anglais, contemporain des événements révolutionnaires, William Godwin.

L'ouvrage se termine par une étude très étoffée sur les prises de position des anarchistes par rapport aux institutions républicaines entre 1848, alors qu'elles n'étaient pas encore affirmées et où un retour en arrière vers la monarchie était toujours à craindre, et 1914. Cette étude, extrêmement bien documentée, révèle des faits qui pourront surprendre plus d'un lecteur.

Après la publication de *La Grande Révolution* de Pierre Kropotkine, voici un livre qui complète opportunément la littérature libertaire sur l'événement fondateur des institutions sous lesquelles nous vivons encore aujourd'hui.

R. B.

(1) *Les Anarchistes et la Révolution française* sera disponible en Juillet à la librairie du Monde Libertaire au prix de 130 F.

CONTE POLITIQUE

Drapeau (III)

« Il faut toujours en mettre plein la vue de ceux qui viennent vous écouter ! » Henri Berthier aimait le clinquant, le tape-à-l'œil. C'était lui le maître d'œuvre des grands rassemblements du Front national et il n'y avait pas plus heureux que lui lorsque d'un seul mouvement les foules se levaient pour acclamer. Il veillait à tout, au décor, à la sono et à cet élément impalpable qui s'appelle l'atmosphère. De plus, c'était un chercheur, un innovateur. Il travaillait la musique, la lumière et ces fulgurations à couper le souffle, à faire frissonner les spectateurs.

Pour les couleurs, nationalisme oblige, il mariait le bleu, le blanc et le rouge. C'était des flots de tricolore qui s'abattaient sur le public : laser, spots, pinces fluorescents tout y passait.

Mais pour le grand meeting de la rentrée, il avait décidé de revenir à la simplicité. La salle était immense, l'effet en serait d'autant plus impressionnant.

Sur fond blanc cassé le Président apparaîtrait. Il ferait son discours habituel, mais finirait par une incantation.

— O toi, notre drapeau, tu seras toujours notre guide pour nous transporter sur les chemins de l'avenir !

Et il déplierait brusquement un drapeau tricolore.

Tout marcha comme prévu. Le président prit sa respiration. Il fit claquer le drapeau au dessus de lui et lança d'une voix forte : « O toi, notre drapeau... » Stupéfaction. Le drapeau était noir.

Denis Langlois
(juillet 1990)

SUEDE

La SAC en congrès

La vieille maison anarcho-syndicaliste suédoise vient de tenir un 24^e congrès des plus prometteurs. C'est un coup de jeune que prend la SAC.



Un congressiste à la tribune.

Du 9 au 16 juin, s'est tenu le 24^e congrès de la Centrale suédoise des travailleurs (SAC), au nord de Stockholm. Cette confédération ouvrière fut créée en 1910. En 1915, c'est l'équivalent de nos Bourses du travail, fondées en France par Fernand Pelloutier, qui virent en Suède le jour : l'ABF. Cet organisme se voulait être une société d'éducation des travailleurs. La SAC y adhéra en 1921. De nos jours l'ABF est dominée par la puissante centrale syndicale social-démocrate LO.

Avec ses 2 millions de membres, LO domine la vie sociale. La SAC, elle, avec ses 14 000 adhérents joue plus un rôle contestataire, que lui confère ses orientations anarcho-syndicalistes. Durant toute une période, la SAC fut rejointe par un certain nombre d'éléments conservateurs sociaux de se démarquer d'une centrale social-démocrate fréquentée par les éléments communistes (1). Or, depuis quelques années, grâce à la poussée des jeunes travailleurs, la SAC se radicalise et voit bon nombre de conservateurs quitter ses rangs.

Environ soixante-dix délégués, représentant douze fédérations, étaient présents à ce

24^e congrès. La SAC, avec environ 30% de femmes et beaucoup de jeunes salariés semble rompre ici avec la logique des autres organisations européennes.

Anarcho-syndicalisme, autogestion, démocratie directe, rejet du parlementarisme et discussions sur les changements à l'Est furent au cœur des débats de ce congrès.

La SAC vue par les siens

Pour mieux connaître la SAC nous avons rencontré, pour les lecteurs du Monde libertaire, un militant de cette organisation.

ML : La SAC a été créée en 1910, sur quelles bases ?

A : La SAC fut créée sur le modèle de la CGT française, syndicaliste-révolutionnaire, de l'époque. Elle fut créée comme une alternative révolutionnaire au réformisme et elle a été ainsi depuis. Cependant, depuis 1910, beaucoup de choses ont changé. Le syndicalisme européen s'est effondré et cela a été un peu la même chose pour nous. La SAC, aujourd'hui, à travers ses deux derniers congrès est à la recherche des règles de l'anarcho-syndicalisme révolutionnaire que

nous avons, d'une certaine manière, perdu dans les années 1950-1960. Durant les dix dernières années de mon appartenance au syndicat, celui-ci est allé en se radicalisant.

ML : Que ce soit la CGT portugaise, aussi construite sur le modèle français, ou la CGT en France, celles-ci n'ont pas résisté à l'assaut des marxistes : elles se trouvent, aujourd'hui, contrôlées par le parti communiste. Se passe-t-il la même chose en Suède ?

A : Il ne faut oublier que l'histoire suédoise est dominée par le monde paysan et je suppose que cela est une des raisons pour lesquelles nous avons survécu. Les petits fermiers n'étaient pas attirés par les léninistes : ils travaillaient à la ville durant une moitié de l'année et étaient paysans le reste du temps. Ce fut un secteur où la SAC était la plus représentée. Notre difficulté, aujourd'hui, c'est que les gens ne savent pas ce qu'est l'anarchisme et qu'il ne suffit pas de dire : « Nous sommes anarchistes ». Il y a tout un travail pédagogique à faire, montrer aussi comment on fonctionne. Et cela marche : de plus en plus de gens nous contactent. Durant longtemps, l'illusion du système social suédois a fonctionné à fond ; aujourd'hui, les gens se rendent compte que tout cela n'était que mensonge. Le système suédois est aussi pourri que les autres. Ce sentiment « national » qui existait et reposait sur le système social s'effrite petit à petit. Là est notre chance. Ces deux dernières années, le marché du travail a fortement changé et bouleversé les mentalités. Il reste beaucoup de travail à faire, mais je suis confiant.

(Propos recueillis par Manuel pour les Relations Internationales de la FA et le Monde libertaire)

(1) Le Parti communiste suédois, fort de ses 16 à 18% aux élections n'a pas le contrôle d'une centrale syndicale, mais ses militants sont en pointe dans les structures de la centrale social-démocrate LO.

PARUTION

« Iztok » et le déclin de la dynastie Deng

Le dernier numéro de la revue *Iztok* (1) est consacré au déclin de la dynastie Deng. Un an après les tragiques événements de la place Tian anmen, c'est l'occasion pour J.-P. Béja, Isabelle Rabut, Ren Wanding et quelques autres de faire le point sur dix années de pouvoir du « petit père des peuples », Deng Xiaoping.

Analyse d'une société en crise, chronique des événements de Pékin, Angel Pino et Hua Linshan (ex-garde rouge), nous dressent un portrait peu flatteur de la Chine d'aujourd'hui.

Celui qui affirmait, en juin 1989, dans une circulaire interne au Parti communiste : « Il faut écraser l'émeute jusqu'au bout » sera-t-il le dernier dirigeant de l'ère léniniste... Souhaitons-le !

A. D.

(1) Dans un futur article nous reviendrons sur la parution de cette revue libertaire, spécialiste des pays de l'Est, que l'on peut acheter à la librairie du Monde libertaire au prix de 60 F (numéro double).

« Est-ouest, la révolution reste à faire »

— le 1^{er} Mai 1990, des drapeaux noirs flottent sur la place Rouge ;
— le 1^{er} Mai 1990, la station de métro Stalingrad, à Paris est rebaptisée Commune de Cronstadt ;

— 1^{er} Mai 1990, 800 personnes se pressent dans les salles de l'AGECA pour aborder avec des libertaires russes, italiens, hongrois, belges, bulgares, suisses, polonais, espagnols, yougoslaves, allemands, coréens, français... les divers thèmes du colloque « Est-Ouest, la révolution reste à faire » : enfermement psychiatrique et carcéral, médias et intoxication, analyses et perspectives économiques, évolution des pays de l'Est, l'Homme et la Terre, monde du travail et droits sociaux, femmes : situation et luttes, Chine.

Notre objectif est maintenant de conserver et faire connaître la richesse de cette parole libre, de ces échanges directs entre ceux qui cherchent une alternative de rupture face aux deux monstres économiques et sociaux qui se partagent le pouvoir et l'aliénation sur notre planète.

Nous envisageons donc la parution des *Actes du colloque*, instants les plus originaux de ces rencontres, avant la fin de l'année.

Le travail est engagé, mais il nous faut une avance financière pour l'édition. Dès maintenant nous faisons appel à tous pour participer à une souscription, dont le succès conditionnera une parution rapide.

La souscription pour ces actes est de 50 F pour un exemplaire et de 225 F pour cinq exemplaires. Les chèques sont à libeller à l'ordre de ALDIR et à envoyer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Relations Internationales

Les dernières nouvelles d'URSS

L'implosion de la société soviétique a des conséquences désastreuses pour la population : pénuries, hausse de prix, chômage, inégalités. Les « nouveaux riches » rejoignent la nomenclatura pour profiter de trafics en tous genres et de privilèges exorbitants.

De nombreux mouvements sociaux éclatent. La répression est devenue sélective et s'exerce contre les militants jugés dangereux par l'Etat ; citons le mineur Sovnitkov, le journaliste Kouznetrov, le mécanicien Piotr Siuda, dont nous relatons de nouveaux éléments sur son assassinat.

Les militants du SMOT (1) et de la KAS (2) agissent pour la création d'un mouvement ouvrier indépendant de transformation sociale. Les informations qu'ils nous ont fait parvenir résumées ici sont ici très positives en ce sens : congrès des délégués mineurs, création de l'Union des syndicats autogestionnaires.

Le développement d'une solidarité internationale concrète est d'un grand poids pour leur avenir... et le nôtre.

Serge

(1) Union interprofessionnelle des syndicats libres (1978).
(2) Confédération anarcho-syndicaliste (Mai 1989).



1^{er} Mai à Moscou : la KAS sur la place Rouge. Photo Vladimir Tupikin.

Du 11 au 16 juin s'est déroulé à Donetsk (Ukraine) le 1^{er} Congrès des soviets (conseils) de mineurs des principaux bassins (Koubass, Donbass, Vorkouta, Karaganda, Tioumin), rassemblant 593 délégués.

Après une analyse de la situation sociale et économique traduisant de vives critiques envers le Parti communiste et le gouvernement, la nécessité de l'indépendance syndicale a été affirmée avec force. Des actions de grève ont été envisagées pour cet été.

Un 2^e congrès est prévu à Moscou en août en vue de la création d'un syndicat de mineurs qui pourrait être un instrument important dans l'organisation d'un mouvement ouvrier puissant en URSS.

Piotr Siuda, militant ouvrier de la KAS a été battu (1) à mort le 5 mai dernier en face de sa maison. Il poursuivait une enquête sur les suites de la grande grève (2) de 1962 à Novotcherkask qui avaient conduit au massacre prémédité par les forces spéciales du KGB tirant sur la foule. En 1989, les documents de ses recherches étaient parus dans *Literatournaia Gazetta*, *Sobessednik* et un numéro spécial d'*Obchina* (3).

Déjà en 1980 il avait été agressé par des « inconnus ».

La version officielle de sa mort : congestion cérébrale !

Pourtant, un médecin, Listopadova, a relevé des traces de coups et des taches de sang sur ses vêtements ; des voisins ont entendu des appels au secours, ont vu Siuda passé à tabac, jeté contre un mur... Des pressions sont faites sur ces témoins pour qu'ils se rétractent et aucun de ces éléments ne figurent dans le procès-verbal ! Tous les papiers de sa serviette ayant disparu, il est probable que la vérité sur Novotcherkask ne sera jamais rétablie...

En URSS se développent diverses actions de protestation, notamment le 8 mai (4) près de son usine d'électro-

mécanique, le 2 juin, date anniversaire des événements de 1962.

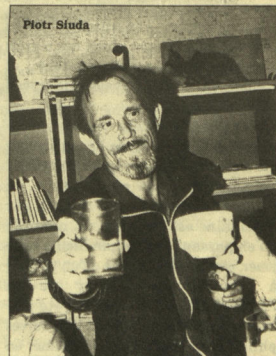
Partout dans le monde, le mouvement libertaire commence à manifester un soutien et une solidarité essentiels pour nos compagnons.

(1) Voir précédents numéros du *Monde Libertaire*.

(2) Piotr Siuda en fut le « leader » spontané.

(3) Périodique de la KAS.

(4) Date de l'enterrement de Piotr Siuda.



Piotr Siuda

Le « Michel Bakounine » de Madeleine Grawitz

A l'heure où, au regard des événements de l'Est, le petit père Marx prend un sacré coup de vieux Madeleine Grawitz vient opportunément de publier chez Plon un monumental Michel Bakounine.

Notre compagnon René Berthier, après l'avoir passé au crible, nous livre là ses appréciations à propos d'un ouvrage qui devrait s'inscrire comme l'un des meilleurs sur Bakounine.

EN 1974, les éditions Plon avait lancé sur le marché un gros pavé signé par feu le secrétaire général du Parti communiste français Jacques Duclos, *Bakounine, Marx, Ombre et lumière*, d'un manichéisme outrancier, et qui ne pouvait susciter que deux questions : 1. Comment quel'un peut-il « oser » signer un tel livre ? 2. Comment un éditeur peut-il « oser » le publier ?

De l'inquiétude à la surprise

C'est donc avec inquiétude qu'on ouvre le *Michel Bakounine* que le même éditeur vient de publier, sous la signature de Madeleine Grawitz. Et l'inquiétude se transforme rapidement en surprise. Alors que le livre de Duclos révélait l'ignorance sans complexe de son auteur, la complaisance dans la déformation, celui de Madeleine Grawitz est remarquablement documenté. Si on peut émettre des réserves sur certaines interprétations qu'elle fait, l'auteur s'est livré à un énorme travail de recherche et nous livre aussi bien la biographie de Bakounine que le contexte dans lequel les faits se situent. Elle a su éviter un écueil difficile dans un tel travail : garder ses distances, sans pour autant cacher une sympathie sans complaisance pour le personnage. Elle a su également éviter l'autre écueil qui consistait à laisser les éléments biographiques — et chez Bakounine ils sont mouvementés — occulter l'examen de ses idées politiques. Les 600 pages de cet ouvrage dense, extrêmement sérieux et documenté, se lisent sans fatigue et le livre constituera indiscutablement à l'avenir une référence incontournable.

Les remarques — ou critiques — qu'on pourrait en faire sont plutôt des regrets concernant des points de détail et n'entachent en rien la valeur du travail qui nous est proposé.

Madeleine Grawitz semble suivre d'assez près le travail de Benoît Hépner qui a consacré un ouvrage extrêmement documenté sur la question (1). Si l'influence durable de Hegel sur Bakounine est reconnue, on n'aborde qu'en passant le rôle que Fichte a pu jouer, comme si ce n'était qu'un prélude à l'étude de l'auteur de la *Phénoménologie*. Or, il aurait été possible de renouveler l'analyse des sources philosophiques du bakouninisme, en montrant le rôle de Fichte dans la pen-

sée de la maturité du révolutionnaire, rôle beaucoup plus discret mais probablement plus profond. On oublie en effet que le Fichte contemporain de la Révolution française a pris des positions très nettement antiétatiques (2) (il faut dire qu'il s'est vite ressaisi...). « *ce qui n'a jamais été le cas de Hegel* ». Bakounine ne peut pas ignorer cela. Seulement, lorsqu'il commence à lire Fichte, Bakounine est sur des positions très conservatrices. L'anti-étatisme de Fichte et la dialectique de libération qu'il développe, étonnamment proche de celle que Bakounine adoptera par la suite (3), ne réapparaîtront que vingt ou trente ans plus tard, comme une bombe à retardement, en sautant par dessus la tête à Hegel, pourrait-on dire.

Le second regret que je formulerais concerne le peu de place (une page) accordé à l'examen de *La Réaction en Allemagne* (4), le premier texte révolutionnaire (mais pas encore anarchiste) de Bakounine. Ce texte, qui est une proclamation démocratique en même temps un exercice de style, aurait pu servir de base à la fois pour examiner les sources d'inspiration de Bakounine, pour décrire le contexte politique allemand de 1840, et pour révéler les principaux thèmes que Bakounine abordera plus tard. Je regrette en particulier que la fameuse « petite phrase », citée et rabâchée jusqu'à plus soif par tous ceux qui veulent prouver le caractère pan-destructeur de la pensée de Bakounine, ne soit pas commentée : « *La passion de la destruction est aussi une passion créatrice* » (p.104). Il semble même que Madeleine Grawitz interprète cette phrase selon le sens commun, au premier degré dirait-on : « *La fameuse proclamation de Bakounine (...) révèle qu'il est en effet plus attiré par une activité exigeant dynamisme et courage que par une volonté de construire* », (5)... (p.197).

S'il n'est évidemment pas possible d'écarter totalement cette interprétation, il reste que cette « petite phrase » est « totalement incompréhensible » si elle est retirée de son contexte hégélien. Toute la philosophie de l'histoire de Hegel est pleine de civilisations qui s'écroulent sans qu'on ait songé à lui reprocher son absence de sens constructif.

La deuxième moitié du livre, qui aborde l'activité de Bakounine dans l'AIT et son opposition à Marx, est une synthèse très complète de la période anarchiste du révolutionnaire, des débats dans le mouvement ouvrier de l'époque et du contexte historique. L'épisode lyonnais

de Bakounine est particulièrement développé par l'auteur, ancien enseignant à la faculté de droit de Lyon.

L'auteur me semble passer à côté d'un problème essentiel, et qui concerne l'analyse du rôle respectif de l'Allemagne et de la Russie dans la politique européenne. Madeleine Grawitz a perçu le problème mais il paraît dommage qu'elle ne l'ait pas développé, car il détermine et explique à mon sens les relations conflictuelles entre Bakounine et Marx.

Berlin contre Saint-Petersbourg, Marx contre Bakounine

Russophobe, Marx pense que le centre de la réaction en Europe est à Saint-Petersbourg. La Russie autocratique selon lui est au cœur de toutes les tenta-

slave, nécessairement tributaire de la Russie, enfoncé dans le flanc de l'Allemagne (7). Dans les écrits de Marx et d'Engels, à cette époque, l'ennemi semble être moins l'autocrate prussien que les nations slaves d'Europe centrale qui refusent de se laisser germaniser et s'obstinent à réclamer leur indépendance nationale (8).

Pour Bakounine l'ennemi à abattre en 1848 est l'empire d'Autriche, qui maintient en sujétion des millions de Slaves : cette action de destruction ne sera possible qu'en unissant les revendications démocratiques des Allemands et les aspirations nationales slaves ; ensuite en Russie, abatte l'autocratie tsariste.

Chez Marx c'est toujours l'unité allemande qui est en filigrane derrière son activité politique : on oublie

est appelé à devenir un ouvrage de référence aurait gagné à avoir un index de noms. Les citations, en outre, ne sont pas toujours indiquées. A titre d'exemple, une déclaration croustillante de Marx (p. 467) n'a aucune référence : les communards réfugiés à Londres ne se précipitent pas dans ses bras et Marx est furieux : « *voilà ma récompense pour avoir perdu presque cinq mois à travailler pour les réfugiés, et pour avoir sauvé leur honneur, par la publication de « la guerre civile en France »* ». Le lecteur aurait peut-être aimé savoir que c'est une lettre adressée à Sorge, un des hommes le plus unanimement détesté dans l'AIT et complice de Marx dans la liquidation de celle-ci. Il me semble qu'un hommage au remarquable travail d'édition des oeuvres de Bakounine accompli par l'Institution d'histoire sociale d'Amsterdam aurait pu être fait. Je ne me souviens pas avoir vu mentionner le nom de Georges Ribeill qui a rassemblé des textes de Bakounine et de Marx dans *Marx/Bakounine, Socialisme autoritaire ou libertaire* (chez 10/18). Enfin, on peut regretter que le travail de Robert Paris sur le rôle de Bakounine dans la constitution du mouvement italien ne soit pas évoqué.

Les éditeurs ne sont pas des philanthropes : ils ne publient que ce qu'ils pensent pouvoir vendre. Au moment où s'écroulent tous les régimes se réclamant de la « lumière » dont feu le secrétaire général du PCF était un partisan, Plon a décidé de donner la parole à l'« ombre ». Pauvre Duclos.

René Berthier

- (1) Benoît-P. Hépner, *Bakounine et le panslavisme révolutionnaire*, Librairie Marcel Rivière, Paris 1950
- (2) Fichte réfute catégoriquement toute valeur formatrice pour l'homme de l'oppression politique. La philosophie des Lumières avait établi que l'imperfection de l'homme rendait indispensable un arbitre entre la volonté générale et la volonté individuelle, c'est-à-dire un Etat autoritaire. Fichte nie ce raisonnement. Il rejette la thèse de la méchanceté originelle de l'homme et celle de l'état de nature ; il affirme que la nature est neutre, que l'homme n'est ni méchant ni bon. « L'histoire n'est que le processus d'acquisition progressive de libertés », thèse éminemment bakouninienne et la fin de l'histoire aboutit à la suppression de l'Etat.
- (3) Chez le jeune Fichte la philosophie de l'histoire s'inscrit dans un schéma en trois étapes : 1. L'homme n'est ni bon ni mauvais, la nature est neutre ; 2. L'histoire est celle de l'acquisition progressive de la liberté ; 3. La fin de l'histoire aboutit à la suppression de l'Etat. Bakounine reprendra un schéma presque exactement identique.
- (4) *La Réaction en Allemagne*, traduction de Jean Barrué, éditions Spartacus n°35 B.
- (5) Voir les commentaires de Jean Barrué sur les contresens effectués sur cette phrase de Bakounine à la fin de son introduction à *La Réaction en Allemagne* (OPEIT)
- (6) Cf. *La Nouvelle gazette rhénane* : « La Pologne, la Russie et l'Europe ».
- (7) Cf. « Le panslavisme démocratique », *La Nouvelle gazette rhénane*, 15 et 16 février 1848.
- (8) Cf. Engels, *Révolution et contre-révolution en Allemagne*.
- (9) Marx à Engels, 20 juillet 1870.
- (10) Le 12 septembre Engels écrit à Marx : « Si on pouvait avoir quelque influence à Paris, il faudrait empêcher les ouvriers de bouger jusqu'à la paix... ».
- (11) Marx à Engels 20 juillet 1870.



tives de freiner le développement démocratique sur le continent.

Germanophobe, Bakounine estime que le régime bismarckien constitue le prototype de l'Etat capitaliste de l'avenir, centralisé, autoritaire et parlementaire. Bakounine montre cependant que la Russie est une puissance sur le déclin, qui a encore des réserves, mais qui n'est plus capable d'avoir une politique active face au développement économique de l'Europe. A l'inverse, l'Allemagne est une puissance montante, face à laquelle la Russie se trouve considérablement défavorisée : le rapport des forces traditionnel de la diplomatie en Europe centrale est inversé, et est parfaitement décrit par Bakounine. Or l'analyse que font les deux hommes de ce problème de relations internationales « *détermine intégralement leur politique* ». En 1848, Marx ne veut pas la constitution d'un Etat polonais indépendant que parce qu'il y aura ainsi un tampon entre l'Allemagne et la Russie (6). De même, Engels s'oppose à l'indépendance de la Bohême parce que cela ferait un coin

que le *Manifeste* n'est autre que le programme du Parti allemand.

Lors de la guerre franco-prussienne, c'est encore l'unité allemande qui est en jeu ; ainsi s'explique pourquoi Marx et Engels souhaitent que les Français soient « rossés » — c'est leur propre terme (9) : Parce qu'une victoire prussienne célerait définitivement l'unité allemande. Voilà pourquoi ils sont contre la Commune, c'est-à-dire au départ un soulèvement contre l'occupant : parce qu'il faut éviter l'enlèvement des troupes prussiennes (10). Là encore, le point de vue de Bakounine contraste singulièrement : il faut transformer la guerre en révolution sociale, à tout prix, parce qu'une victoire allemande signifierait l'hégémonie du modèle étatique allemand et celle du socialisme doctrinaire allemand. Marx ne s'y trompera pas ; après la défaite française il dira : c'est « *la prépondérance de « notre » théorie sur celle de Proudhon* » (11).

Pour conclure, quelques critiques de forme, en vrac. Tout d'abord un livre qui

POLAR

Confidences de Didier Daeninckx

DIDIER Daeninckx, « considéré comme l'auteur le plus important du jeune polar français » (1), publiera à la rentrée prochaine deux autres romans. Dans son fief à Aubervilliers, il a bien voulu répondre à nos questions. *Curriculum vitae* !

— **Monde libertaire** : Tu n'as pas toujours été écrivain ?

— **Didier Daeninckx** : Non, évidemment... J'ai été éjecté de l'école à 16 ans, obligé d'apprendre un métier très rapidement. On ne m'a pas laissé choisir. Dans les années 60, il fallait des comptables. On m'a donc fourré dans une filière de comptables !... Mais, véritablement, je crois, le métier que j'aurai aimé faire si on m'avait laissé le temps... j'aurais voulu être journaliste. Mais, cela, je l'ai su dix ans plus tard. Une partie de ma famille est bolcho, l'autre anar. Ma mère travaillait dans les cuisines à faire les repas dans les écoles. Mon père était tôle chez Hotchkiss. Journaliste pour un moment de prolo, à l'époque, ça n'existait pas !

Mais vraiment, comptable, non ! J'ai appris le métier d'ouvrier imprimeur. Et je l'ai été pendant dix ans... A un moment, je me suis dit : je ne vais pas continuer à faire ce qui ne me plaît pas. Je me suis arrêté de bosser et j'ai écrit mon premier livre : *Mort au premier tour*. C'était vraiment un pari. Surtout qu'il a été édité cinq ans plus tard ! J'ai fait alors plein de petits boulots : animateur socioculturel, machiniste au Théâtre de la Commune à Auber ; J'étais instable comme disent les gens... Et c'était effectivement pas évident du côté Gébé, *L'An 01* : on arrête tout et on réfléchit !

— **ML** : Mais quand même tu devais bien sentir que l'écrit ça passait bien ?

— **DD** : Non, je n'avais aucune garantie sur mes talents ! (rires) A un moment, j'ai vu que le service d'information d'une municipalité du coin cherchait un journaliste. J'ai envoyé mon C.V. et sur le manuscrit de mon premier bouquin, elle m'a engagé. Le type du service information a vu que je pouvais écrire 200 pages et que ça tenait

debut... C'est vrai, les deux années passées à Villepinte comme journaliste localier a été un stage d'écriture. Je faisais les faits divers. Cela m'a permis de m'installer dans le quotidien, de mieux connaître les gens.

— **ML** : Et après ?

— **DD** : *Mort au premier tour* est publié chez Hachette, dans la collection du Masque, mais je le rappelle cinq après son écriture. Dès sa parution, je quitte Villepinte. Et sur cette publication qui me permet tout juste de vivre trois semaines, nouveau coup de poker, je bosse sur deux autres romans qui seront refusés au Masque. A nouveau la galère ! Elle durera deux ans. Je décide alors de les envoyer à d'autres éditeurs. En dix jours, la Série Noire répond favorablement...

— **ML** : Il ne faut jamais désespérer ?

— **DD** : Je crois, oui. L'écriture, ça s'apprend. Le fait d'écrire apprend à écrire. Il y a une découverte des mécanismes. Mon boulot de journaliste localier m'a aidé. Mais ce n'est pas pour cela que l'on devient romancier. C'est une base de travail.

— **ML** : Pour toi l'écriture comme tu le dis à Hervé Delouche dans la préface à *Non-Lieux*, ce n'est pas l'échappée belle : l'évasion, dis-tu, « c'est ce que recherchent nombre de lecteurs, livre en main, et que j'essaie modestement de leur refuser »... Tu confirmes ?

— **DD** : Oui, (rires) !... Pour moi, ce qui détermine l'écriture, c'est d'écrire contre... Dans mes bouquins, j'évoque des révoltes, des protestations... Je veux redonner la parole aux exclus, aux oubliés de l'Histoire.

— **ML** : Tes romans sont quand même très noirs ? (rires...)

— **DD** : J'évoluerais peut-être, je n'en sais rien, mais aujourd'hui, je suis motivé pour écrire quand il y a fracture, quand quelque chose se casse dans la vie des gens. J'ai un sentiment d'urgence à rapporter, à décrire. C'est peut-être un peu prétentieux, mais j'ai une grande sensibilité au monde qui m'entoure, à ce monde déginglé... Quand, hier encore,

je passe en baignole avec ma fille Boulevard Saint-Germain pour faire une course et que je tombe sur des CRS, des flics et qu'à terre git un type la tête éclatée, je ne peux pas me taire... C'est ça qui m'importe, qui d'une certaine manière s'impose dans mon écriture. J'habite Aubervilliers. C'est un choix. Ce n'est pas innocent. Je pourrais très bien aller ailleurs, à Paris, dans les réserves à écrivains ! C'est, ici, à Auber que je comprends les choses, que je me sens à ma place, à ma « classe », comme on veut !

— **ML** : Et maintenant, tu n'as pas envie de faire plus de journalisme ?

— **DD** : J'en fais en ce moment pour le mensuel *J'accuse*. Mais c'est très prenant, surtout quand on veut mener un travail d'enquêtes sur le terrain. Cela demande un investissement considérable. Le travail d'écriture romanesque exige une très grande disponibilité.

— **ML** : Quelles sont justement tes influences littéraires ?

— **DD** : Elles sont multiples. Je me retrouve dans les romans américains des années 30 : Hammett, Chandler... Chez les grands auteurs français du siècle dernier, on retrouve des éléments du roman noir : Balzac, Hugo, Eugène Dabit, Louis Guilloux...

— **ML** : Et tes engagements politiques, quels sont-ils ?

— **DD** : Très sincèrement, je ne me reconnais dans aucune structure organisée. J'ai été dans les Comités Juquin... Je participe, aujourd'hui, activement à des initiatives comme « Ça suffat comme ça », la pétition des 250 contre Le Pen... Je ne sais pas d'où viendra l'alternative. Il faudra beaucoup de temps, à mon avis, pour digérer l'effondrement du socialisme d'Etat. L'urgence, c'est la situation dans le tiers monde. Gilles Perrault a une formule très forte à ce propos : « Le tiers monde, c'est actuellement 40 000 enfants qui meurent chaque jour. Tous les 4 ou 5 mois, c'est le bilan d'Auschwitz ». Et c'est vrai, cette espèce de génocide, c'est quelque chose qui est programmé, qui

est su, et qui est dominé du point de vue de l'effondrement des cours des matières premières. Qu'un écrivain s'engage, oui, mais qu'il soit étiqueté, non. Je fais du roman noir, point. Après, c'est la confrontation d'un lecteur avec un texte qui fait qu'il y a des effets produits. Mais, c'est évident, il y a dans mes ouvrages une sensibilité libertaire et communiste.

— **ML** : Donc, tu es communiste libertaire ?

— **DD** : (rires...) Oui, mon père était anar, ma mère était au Parti communiste... Ils ont divorcé. Plus largement, c'est le drame du mouvement ouvrier. Si dans les années 20, les communistes avaient su composer avec la richesse du mouvement anarchiste, la situation, aujourd'hui, serait autrement différente.

— **ML** : Tu as des projets en ce moment ?

— **DD** : Un bouquin va paraître en octobre qui s'intitulera : *Le Facteur fatal* (aux éditions Denoel). C'est un roman qui retrace la vie de mon personnage l'inspecteur Cadin. Ça commence en 1977, quand je l'utilise pour la première fois dans *Mort au premier tour* à Strasbourg. Ensuite il est muté à Hazebrouck (*Le Géant inachevé*), puis à Courvilliers (*Le bourreau et son double*), Toulouse (*Meurtres pour mémoire*), Roissy (*Lumière Noire*), et il finira sa carrière dans *Le Facteur fatal* à Aubervilliers. J'ai écrit aussi un mini roman de 70, 80 pages qui s'appelle *Hors limites* et qui sera publié avec des photos. Ce sera un roman en 13 chapitres avec photos des bords de Seine, en banlieue. Les personnages évolueront exactement dans le même territoire

Propos recueillis par Alain Dervin (et participation de Thierry Maricourt)

(1) Citation d'Hervé Delouche, préface à son recueil de nouvelles *Non-Lieux*.

Il ne faut pas...

Il ne faut pas laisser les intellectuels jouer avec les allumettes
Parce que Messieurs quand on le laisse seul
Le monde mental Messssieurs
N'est pas du tout brillant
Et sitôt qu'il est seul
Travaille arbitrairement
S'érigeant pour soi-même
Et soi-disant généreusement en l'honneur des travailleurs du bâtiment
Un auto-monument
Répétons-le Messssssieurs
Quand on le laisse seul
Le monde mental
Ment
Monumentalement.

J. Prévert (extrait de *Paroles*)

EXTRAITS

Didier Daeninckx : « Toute une année au soleil »

LE chien s'était habitué en moins d'une semaine. Après dix années passées à étouffer ses cris dans cet appartement de banlieue aux cloisons de papier maché, il donnait libre cours à ses instincts et hurlait en écho aux autres chiens des fermes voisines saluant l'apparition de la lune.

C'est Pierre qui avait eu le coup de foudre pour cette région d'Ardeche. Il aimait les rivières encaissées, les villages fermés, les vallées authentiques que leur inconfort protégeait des grandes migrations estivales. L'auto-route du Sud passait à moins de 30 kilomètres, reliant Valence à Tournon, mais peu de vacanciers se risquaient à emprunter les routes sinueuses du Haut-Vivarais.

Il y étaient venus dix années de suite, en juillet, pour les congés, profitant chaque fois des dernières cerises et des premiers abricots. Ils avaient fini par acheter une vieille ferme perchée au dessus d'Arlebosc sur un che-

min qui s'arrêtait à la bâtisse suivante.

Pierre avait obtenu sa retraite en janvier et il était parti préparer la maison pour l'emménagement définitif. Il restait à Josette un long trimestre à accomplir pour bénéficier d'un repos octroyé après le sacrifice de quarante années de sa vie au profit d'un fabricant de roulements à billes.

Elle l'avait rejoint en avril, avec le camion de déménagement et s'était installée dans la chambre dont les fenêtres donnaient en direction des Alpes que l'on apercevait nettement les veilles d'orage. Il y avait longtemps qu'ils ne faisaient plus chambre commune. Pierre bricolait du matin au soir dans la maison et dans le potager. Le soir il se bloquait, heureux, devant la télé, un verre de saint-joseph à la main. Josette montait se coucher et son regard se troublait sur les lignes d'un livre, sans réussir à accrocher le moindre mot. Les premiers mois elle avait essayé de lier conversation avec les femmes, au marché, dans les commerces mais son assu-

rance de parisienne, d'ouvrière rompue aux contacts, les avait effrayées. Ses tentatives s'étaient échouées sur leurs « bonjours », leurs « bonsoirs ».

Les enfants étaient venus, la fille en juillet, le fils en août, avec les petits, et elle avait cru faire provision de bonheur, d'éclats de rire pour les longs mois de déclin et de froid.

On était déjà en novembre et le vent sifflait dans les forêts dépouillées. Pierre remuait dans son lit, dormant par bribes. Le craquement d'une marche de l'escalier le mit en éveil. Il se redressa et tendit l'oreille. On marchait dans la salle à manger. Il décrocha son fusil et, lentement, faisant glisser ses pieds nus sur le carrelage du couloir, il progressa jusqu'à la chambre de Josette. Le corps de sa femme gonflait l'édredon. Pierre ne la réveilla pas et parvint jusqu'à la rambarde de bois qui surplombait le rez-de-chaussée. Une forme noire s'éloignait vers la porte d'entrée. L'inconnu se retourna brusquement pour prendre la valise posée près de lui.

Pierre interpréta son geste comme une menace et fit feu à deux reprises. L'inconnu s'écroula et ses rales d'agonie furent couvert par les réverbérations du fracas des détonations. Pierre se précipita vers la chambre de Josette, pour la rassurer. Elle n'avait pas bougé et il eut soudain peur qu'il lui soit arrivé malheur... Il tira l'édredon, faisant apparaître le traversin qui donnait illusion d'une présence. Il posa le fusil et descendit les marches à la volée, au risque de se rompre les os. Son doigt s'écrasa sur la commande électrique. La lumière crue éclaira le désastre. Josette gisait au milieu de son sang, sur le seuil de la maison. Elle avait réussi à ouvrir la valise, dans un dernier sursaut, et venait de quitter le monde le visage plongé dans les photos, les lettres, les souvenirs d'une vie dont elle refusait qu'elle se terminât là.

Didier Daeninckx

(extrait de *Non Lieux*, éd. L'Instant noir, 1989)

Le Monde libertaire : un reflet différent de l'actualité

EN BREF

CAMPING OCL

Comme chaque année, l'Organisation communiste libertaire organise cet été un camping ouvert à tous ceux et toutes celles qui veulent débattre des problèmes que pose la période politique pour les libertaires, et plus généralement pour les révolutionnaires. Il se tiendra du 25 juillet au 8 août, à Dauphin (entre Manosque et Forcalquier), dans les Alpes-de-Haute-Provence. Adresse : Les Deux moulins de Gontard, commune de Dauphin, 04300 Forcalquier. Tél. : 92.79.58.33 (demandez l'OCL et retéléphonez une demi-heure après, le téléphone étant éloigné du lieu de campement). Si possible, merci de prévenir de votre arrivée avant le 20 juillet en écrivant à : OCL-Eglogue, BP 1213, 51058 Reims cedex.

La littérature libertaire a trouvé son historien

La littérature libertaire vient de se trouver un historien en la personne de notre compagnon Thierry Maricourt, qui vient de publier chez Albin Michel son *Histoire de la littérature libertaire en France*. En toute amitié, l'écrivain Michel Ragon, auteur de « La Mémoire des vaincus », nous soumet ses appréciations à propos du livre de son jeune collègue.

DANS mon *Histoire de la littérature prolétarienne*, consacrant seulement deux pages aux « écrivains libertaires », je précisais : « Les écrivains ouvriers sont souvent d'esprit libertaire, voire militants anarchistes. Mais la littérature anarchiste, elle-même, mériterait toute une étude. » Voilà qui est fait. Thierry Maricourt a relevé ce défi et vient de publier une monumentale *Histoire de la littérature libertaire en France*, aux Editions Albin Michel, 491 pages copieuses, extrêmement bien référencées, d'une lecture facile, avec 85 pages de notes biographiques et un copieux index des noms cités.

Thierry Maricourt relève un défi

Thierry Maricourt aborde d'abord les thèmes de la littérature libertaire afin de bien délimiter l'esprit de celle-ci, sa philosophie, ses références : le travail, l'antimilitarisme, l'illégalisme, l'enfant. Bien sûr, tout au long du livre, le refus du pouvoir, l'anticléricalisme, la révolte apparaissent au cours des études sur les principaux auteurs.

Si Maricourt a fait place dans son livre aux autobiographies de militants : Jean Grave, Malato, Louis Lecoin, May Picqueray, Maurice Joyeux, il en a par contre exclu les théoriciens comme Proudhon ou Elisée Reclus. Choix qui peut être contesté mais qui tend à mettre l'accent sur les écrivains relevant de la littérature proprement dite, c'est-à-dire les romanciers, les poètes, les essayistes.

Les philosophes, les théoriciens anarchistes sont certainement mal connus, mais leurs liens avec l'anarchie sont évidents. Par contre, il était important de démontrer, comme le fait ce livre, les répercussions de la pensée libertaire sur des écrivains qui ne se sont pas toujours réclamés de l'anarchie et qui ont néanmoins diffusé dans un très large public nos idées essentielles.

Toute la partie du livre de Maricourt qui traite des relations, voire des frictions, entre des courants bien connus de l'histoire de la littérature et la pensée libertaire, voire avec la Fédération anarchiste, est extrêmement intéressante. Si la littérature libertaire a été florissante à l'époque du symbolisme, on se souvient des rapports plus ambigus des surréalistes avec la Fédération anarchiste. André Breton après son échec auprès du Parti communiste, et sa déception avec les trotskistes, se rapprocha à

tel point de l'anarchie qu'il devint même collaborateur du *Libertaire*, de 1947 à 1953. Mais les malentendus arriveront vite et Breton, incorrigible donneur de leçons, entendait plutôt en donner qu'en recevoir. D'où la rupture à propos de *L'Homme révolté* de Camus. Albert Camus qui prendra ensuite la relève de Breton, pour être pendant quelque temps aussi le « compagnon de route » de l'anarchie, pour reprendre un terme plutôt appliqué à ceux qui avalèrent toutes les couleurs de Moscou et que Lénine appelait joliment « les idiots utiles ».

Certes, Camus n'a jamais été pour la Fédération anarchiste un « idiot utile ». Et son livre, *L'Homme révolté* demeure pour nous un livre d'une grande intelligence, malheureusement peu lu dans le grand public auquel il apprendrait à se méfier de beaucoup d'idôles qui ressortent aujourd'hui, hélas, de tous les placards où on les croyait momifiées. Placer Albert Camus parmi les 23 auteurs spécifiquement libertaires que Thierry Maricourt étudie en détail dans son ouvrage est sans doute exagéré. Maricourt reconnaît d'ailleurs lui-même que : « *L'anarchisme de Camus est sujet à caution. Il est tardif, c'est un fait, et il est aussi mesuré. Il n'en est pas moins existant* ».

Il est certain que, depuis la Seconde Guerre mondiale, rares sont les intellectuels célèbres qui se sont aventurés à cheminer aux côtés des anarchistes. Ce qui fut naturel à l'époque symboliste, où l'on voit Mirbeau, Descaves, Séverine, Fénéon participer activement aux luttes libertaires, deviendra ensuite exceptionnel. D'où l'enthousiasme de certains militants de la Fédération anarchiste de voir se rapprocher d'eux des écrivains aussi célèbres que Breton ou Camus.

Il n'y a guère que les écrivains prolétariens de l'entre-deux-guerres, et particulièrement Henry Poulaille, dont on peut dire en toute objectivité qu'ils sont des écrivains libertaires. Libertaires aussi Ludovic Massé, l'auteur du *Vin pur*, et Georges Navel, l'auteur de *Travaux*.

Sauf exception (Louise Michel, Vallès, Maurice Joyeux, Pierre-Valentin Berthier) les 23 écrivains qui occupent la seconde partie du livre de Thierry Maricourt ne sont pas des militants politiques et la plupart ne sont pas des adhérents de la Fédération anarchiste. Il n'empêche, et c'est ce qui importe, que leur œuvre exprime d'une manière absolue l'idéal libertaire. C'est le cas du poète Armand Robin (1912-1961) qui lui adhéra à la

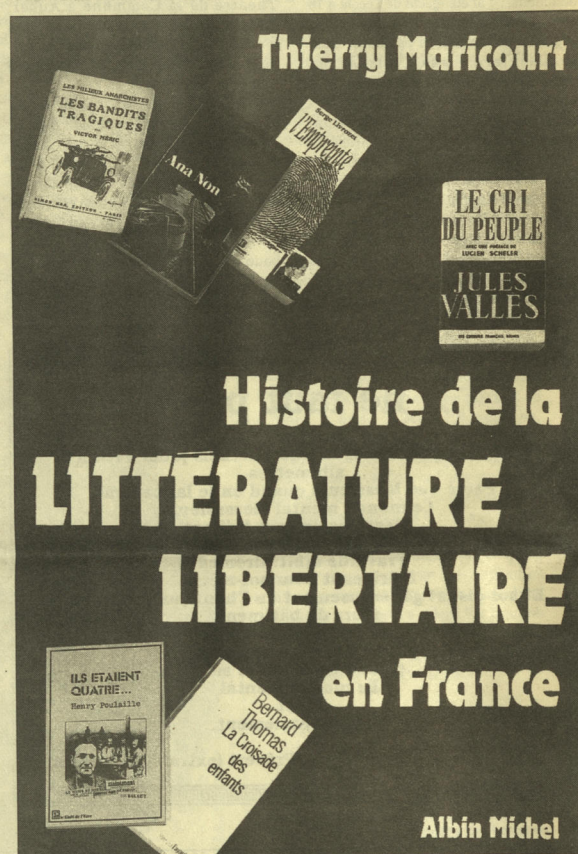
Fédération anarchiste, éditeur, en 1945, de ses *Poèmes indésirables*. C'est le cas aussi d'un autre poète, André Laude, auteur du *Testament de Ravachol* (Plasma, 1974). C'est le cas encore de Bernard Thomas, collaborateur du *Canard enchaîné*, qui a consacré des livres à *La Bande à Bonnot* et à *Marius-Alexandre Jacob* ; de Agustin Gomez-Arcos, de Serge Livrozet, de Denis Langlois que nos lecteurs connaissent bien. Denis Langlois (né en 1940) est le plus jeune des auteurs étudiés par Thierry Maricourt. Ce qui lui fait quand même la cinquantaine ! Heureusement, Thierry Maricourt n'a que vingt-neuf ans. « Ça » compense.

Il est vrai que l'on entre rarement dans une *Histoire de la littérature*, lorsque ça ferait vraiment plaisir, c'est-à-dire avant quarante ans. Moi-même qui suis sexagénaire, c'est la première fois que je me vois étudié dans un livre de ce genre. Merci, Thierry, pour toutes ces pages que tu consacres à mes livres. J'y suis coincé, par rang d'âge, entre Camus et Laude. Si près de Camus et si loin du prix Nobel ! Mais si inclus parmi mes amis libertaires, connus ou inconnus, mes amis Joyeux et Berthier, mes amis Poulaille, Massé, Navel, Armand Robin, André Laude, que j'en suis tout réchauffé. « Ah ! qu'on est bien au sein de sa famille ! »

Les mises au point

Mais revenons à l'essentiel, qui est ce livre unique, cette *Histoire de la littérature libertaire en France* (et il serait important que paraisse un second tome consacré à la littérature libertaire en Scandinavie, si abondante, et en Allemagne du temps de Mühsam, et en Italie du temps de Malatesta...). En un temps où il paraît tant de livres inutiles, redondants, tant de redites, voilà un livre original, qui contribuera sans aucun doute à donner une meilleure image de l'anarchie dans ce que l'on appelle « le grand public », et à fortifier la culture libertaire auprès des militants.

Thierry Maricourt n'a pas oublié les chansonniers et les chanteurs libertaires. Gaston Couté est là, mais aussi Charles d'Avray, Georges Brassens et Léo Ferré. Il n'a pas oublié l'Alexandre Dumas libertaire qu'est le romancier historique Michel Zévaco, l'auteur des *Pardaillan* ; ni le roman policier avec Jean-Patrick Manchette (*Nada*), Manchette qui dit admirer Emma Goldman, Léo Mallet (*Brouillard au pont de Tolbiac*). Mais ces auteurs de polars ne sont-



ils pas plus trotskistes qu'anarchistes, ou, en tout cas, ne se réclament-ils pas plus du trotskisme ? Léo Malet passe, dans le beau monde, dans l'intelligentsia parisienne comme « le vieil anar sympathique ». Disons qu'il se place entre les anarchistes folkloriques qui font tant de mal à l'image de l'anarchisme réel et ces « anarchistes de droite » dont Pascal Ory a tenté de dresser une liste fort contestable. Thierry Maricourt remet les choses au point à propos de Léo Malet : « *Il va de soi que Léo Malet n'est nullement anarchiste. Laura dont il se pare est usurpée. Lié par son passé au mouvement libertaire, il a rompu avec lui depuis longtemps. Ses divagations racistes vont à l'encontre des principes antiautoritaires.* »

Thierry Maricourt remet pas mal de choses au point dans son livre. Par exemple, si Victor Méric (1876-1933) est sans conteste un auteur pacifiste, il fera partie de ces anars qui rallieront le Parti communiste à sa fondation en 1920 et qui contribueront à asseoir l'autorité de

celui-ci. Mais Méric n'a pas été le seul anarchiste à se laisser bernier et comme Séverine il quittera le PC, mais pour fonder un éphémère Parti socialiste-communiste. C'est dans cette manie de vouloir s'encarter dans un parti que Méric n'est pas libertaire.

L'Histoire de la littérature libertaire de Thierry Maricourt a donc en plus le mérite, nous le voyons, d'ouvrir la discussion et de réfléchir aussi à ce que, tant dans le style que dans les idées, peut être une littérature spécifiquement anarchiste. Un livre très utile donc. Un livre à lire et à faire lire.

Michel Ragon

Histoire de la littérature libertaire en France, Thierry Maricourt, Albin Michel, 491 pages, 150 F.

Pendant juillet et août, la librairie du Monde libertaire sera ouverte aux horaires habituels, de 10 h à 19 h 30, du lundi au samedi.

EXTRAITS

Maricourt à livre ouvert

Les auteurs libertaires semblent aborder plus volontiers certains thèmes que d'autres. Ainsi, le thème de la guerre, celui du travail, ou encore bien évidemment, celui de l'utopie, reviennent fréquemment dans leur œuvre.

DE nombreux ouvrages rédigés par des auteurs de sensibilité libertaire, prennent pour thème le travail, ou, plus précisément, le travail salarié. A cela, deux raisons essentielles : le travail constitue l'une des activités principales de l'individu, et, souvent, il lui a été imposé très tôt. Pour des auteurs autodidactes, tels que Georges Navel ou Henry Poulaille, la rencontre avec le salariat a eu lieu dès l'enfance. Le travail est donc un élément déterminant de leur existence, donc de leur œuvre. Lorsque Georges Navel relate sa vie de travailleur, il égrène une longue succession d'emplois divers : terrassier, apiculteur, etc. Le même auteur constate qu'« il n'y a que la vie où l'on s'émerveille qui vaut la peine d'être vécue ». Le travail est-il la source d'émerveillement ? Oui, s'il est effectué avec une attention particulière, avec la conviction d'accomplir une tâche unique.

Les écrivains prolétariens ont souvent prononcé des discours similaires. Le travail peut-être l'objet d'un véritable culte dans leurs ouvrages. S'ils élèvent des récriminations, elles ne concernent pas directement le travail, mais les conditions dans lesquelles celui-ci est mené ; elles ne concernent pas son but, toujours lié à une plus grande production, donc, a priori, à une plus grande satisfaction des besoins, mais les individus qui tirent profit de ce travail, au détriment de ceux qui le réalisent.

Le travail n'est pas nuisible en soi, mais l'obligation d'exercer n'importe quel emploi pour survivre, et d'exercer cet emploi dans des conditions déplorables, est contestable. Les auteurs libertaires ouvriers, ou anciens ouvriers, tombent d'accord sur ce point. Henry Poulaille conte, dans *Le Pain quotidien*, l'accident qui a coûté la vie à son père charpentier. Derrière ce récit, se profile la dénonciation de l'exploitation de la classe ouvrière.

De l'indigence à l'abondance

Parmi les thèmes récurrents de la littérature libertaire, celui de la pauvreté est traité par l'ensemble des auteurs. Il apparaît ainsi dans l'œuvre de Vallès, lorsque l'étudiant qu'il fut se plaint de ne porter qu'un paletot sur le dos, de ne manger qu'une fois sur deux, parce que le prix des repas est excessif. La pauvreté, dans l'œuvre du Communiste, est présentée avec une ironie particulière, presque avec complaisance en certaines pages.

Elle est volontiers amalgamée à la vie de bohème. Elle est également liée à la révolution. Jacques Vingtras, ce « double » de Vallès, court les faubourgs de Paris, prend la parole dans les assemblées, et qu'importe après tout si le dîner est peu copieux... L'action politique tient lieu de nourriture. L'exaltation consécutive au fait de « jouer un rôle dans l'histoire » revigore l'étudiant ou le journaliste.

Gaston Couté évoque aussi fréquemment la misère dans ses poèmes. N'est-elle pas la compagne du chemineau — ou du poète ? Lucien Descaves met en scène un vagabond dans *Barabbas*. Le dénuement de ce personnage est en grand, mais ne saurait toutefois le contraindre à l'affliction.

Antimilitarisme et illégalisme

Les libertaires ont à peu près les mêmes réactions envers le militarisme. Les conflits armés entre nations résultent du dysfonctionnement d'un type précis de société, où les rapports marchands entre individus prédominent. Une société où un système hiérarchique permet la mise en place d'une structure pyramidale, au bénéfice d'un pouvoir (du « Pouvoir ») et d'exécutants. Les guerres entre nations sont avant tout des combats que se livrent entre elles des sociétés régénées selon des principes autoritaires. Le militarisme est censé prévenir ou générer une attaque. Mais son objet est double : maintenir la suprématie d'un pays face à d'éventuels ennemis étrangers ; et surtout assurer sur le territoire national un ordre reposant sur une inégalité, « de fait », des endroits entre individus.

Conscients de cette situation, les écrivains libertaires ont tous manifesté leur désapprobation envers l'institution militaire. Lorsque survient une guerre, leur attitude fut plus nuancée. Mais il apparaît que le refus du militarisme (comme produit du développement à outrance de l'autoritarisme imprégnant une société) et de la guerre (comme négation des valeurs humaines et comme désagrégation des espoirs mis en une « société meilleure ») se retrouvent dans l'œuvre de l'ensemble de ces écrivains. Citons, à titre d'exemple, un personnage d'Augustin Gomez-Arcos s'adressant à un enfant :

« Si on te demande un jour de faire la guerre, qu'elle qu'en soit la raison, quel qu'en soit le prétexte, refuse ! Dis-leur que tu es pur, que tu ne tueras jamais tes frères, tu m'as compris ? Tu diras "non je n'irai pas !". C'est la seule solution pour ne pas perdre du jour au lendemain les amis que tu t'es fait au long de toute une vie. »

Ainsi, face à un état de guerre entre nations, l'attitude initiale de la plupart des libertaires a consisté en un refus formel de participer aux combats.

Sans doute est-il superflu de recenser de façon exhaustive les ouvrages traitant de l'anarchisme sous sa forme illégaliste. Les textes se rapportant à la période des attentats dits « anarchistes », puis à celle des « bandits tragiques », abondent. Leurs auteurs se sont, le plus souvent, documentés aux mêmes sources, et de

nombreux ouvrages sont voués à l'oubli.

Quelques auteurs ont cependant traité l'illégalisme avec moins de parti pris, sinon avec plus d'intelligence. La période troublée durant laquelle certains libertaires pratiquèrent des actes illégaux sert de cadre de leurs récits.

Sans retracer l'évolution du mouvement anarchiste en France, précisons que celui-ci a commencé à se structurer au lendemain de la Commune de Paris. Plusieurs conceptions vont lentement se développer : le communisme libertaire, l'anarcho-sindicalisme et enfin l'individualisme. L'individualisme, par la personnalité des personnages se réclamant de cette tendance et par le caractère spectaculaire de leurs actions, aura la faveur des artistes. Quel est l'écrivain de la fin du XIX^e siècle, même fort éloigné du mouvement libertaire, qui n'a pas évoqué dans l'un de ses ouvrages les actes commis par les partisans de l'individualisme ? L'individualisme n'était pourtant pas obligatoirement de type libertaire.

au lendemain d'une catastrophe, souvent nucléaire. La société est à reconstruire, et ces auteurs vont s'ingénier à le faire selon leurs propres conceptions politiques, bien que ces mots soient bannis de leur vocabulaire.

Après le « grand soir »

La Commune de Paris a évidemment inspiré ces auteurs. Expérience concrète, elle trouve en Vallès son plus ardent apologiste. L'Insurgé est un récit qui peut se lire à la façon d'un journal de bord. Vallès relate au jour le jour l'insurrection parisienne. L'ouvrage de celui qui fut membre de la Commune est un précieux témoignage historique.

Mais « à l'exception de Vallès, de Rimbaud, de Verlaine, de Villiers de l'Isle-Adam qui sympathisent plus ou moins avec la Commune, de Victor Hugo qui adopte une attitude de neutralité durant l'événement, puis qui condamne

« Il est exclus qu'un gouvernement veuille renoncer de lui-même au pouvoir ou le faire "dépérir" ; il est dans la nature des dirigeants des nations de travailler non seulement pour leur puissance, mais pour l'accroissement du concept de Puissance. Bref, il est inconcevable que les représentants suprêmes de l'amour du pouvoir se convertissent si peu que ce soit à l'idée que le pouvoir est maudit. » (2).

Il y a accord à ce sujet. Une société de type libertaire est une société « des-étatisée ». Armand Robin, plus que les autres, a mis l'accent sur les problèmes inhérents aux structures actuelles du pouvoir. L'Etat n'est jamais au service des travailleurs. L'Etat est intrinsèquement oppressif. De ceci, les auteurs libertaires en sont convaincus.

L'enfant

L'enfant a plusieurs objectifs, dans la littérature libertaire. Dans les biographies ou les autobiographies, il prend la place de l'écrivain, du militant. Son regard est plus incisif que celui d'un adulte. Il peut se permettre des remarques qu'un adulte ne pourrait pas faire. Mais il demeure un « futur » écrivain ou un « futur » militant. Ses propos reflètent fidèlement ceux de l'auteur. Dans *Les Pharisiens* de Georges Darien, l'interprétation des événements par un enfant se révèle d'une singulière perspicacité. Quant aux enfants que Mirbeau présente dans ses romans autobiographiques (*La Calvaire*, l'Abbé Jules, Sébastien Roch), ils épousent les idées libertaires.

L'enfance n'est pas une période idyllique. Elle peut s'avérer extrêmement pénible. Gaston Leval est surtout connu pour ses travaux sur l'Espace libertaire ou pour les revues qu'il a fondées. Il est de plus l'auteur d'un récit intitulé *L'Enfance en croix*, dans lequel il relate les souffrances qu'il dut endurer.

Henry Poulaille eut une enfance moins douloureuse que Gaston Leval, mais guère plus heureuse. Il n'est que de suivre les pas du jeune Louis Magneux dans le cycle du *Pain quotidien*. Obligé de travailler dès l'âge de treize ans, Henry Poulaille-Louis Magneux voit son enfance abrégée. Il doit se comporter en adulte alors que ses camarades jouent encore dans les cours de récréation. La vision de certains écrivains libertaires sur le thème de l'enfance est pessimiste. Leur expérience personnelle, qu'ils retravaillent, est à l'opposé des textes de ces auteurs pour qui l'enfance fut une période de bonheur intense. Nés dans un milieu populaire, à de rares exceptions les écrivains libertaires ont fait très tôt l'apprentissage de leur condition de prolétaire.

La position des écrivains libertaires sur le problème de l'enfance est loin d'être homogène. Pourtant, l'accord se fait sur un point : cette société est inadaptée au bonheur des hommes, donc des enfants. Sa transformation s'impose.

Thierry Maricourt

(1) Paul Lidsky, *Les Ecrivains contre la Commune*, éd. Maspéro, 1970.

(2) Emile Armand, *La Fausse parole*, éd. de Minuit, 1953.



L'écrivain communiste, Jules Vallès. Dessin J.-L. Phan-Van.

Le monde nouveau

Les auteurs libertaires ont produit peu d'ouvrages de fiction.

Le statut de pamphlétaire convient apparemment beaucoup mieux à des auteurs tels que Mirbeau, Tailhade, ou même Vallès, que celui de prophète. Ils brillent souvent plus en dénoçant le comportement des personnalités de leur époque, en rappelant les crimes imputables à l'armée ou à la police, qu'en précisant leur vision de la société qui pourrait remplacer celle qu'ils s'acharnent à combattre. Les écrivains libertaires sont avant tout des observateurs critiques du monde dans lequel ils vivent.

La science-fiction

Les auteurs de science-fiction prennent pour thème de leurs ouvrages qu'un pouvoir porté à son paroxysme entraîne sur le développement d'une société. Un autre sujet fréquemment traité consiste à présenter un monde (qui pourrait être le nôtre, mais qui ne l'est pas, par définition)

sévèrement les Versaillais lors de la répression, tous les autres écrivains notables prennent position ouvertement contre la Commune, les uns de façon modérée, la plupart avec une virulence qui surprend aujourd'hui » (1).

Une fracture apparaît dans le monde littéraire. Elle existait déjà avant la Commune, évidemment, mais après cet événement la littérature n'aura plus aucune vocation de rassemblement.

Une société sans Etat

Par l'intermédiaire de leurs personnages, les auteurs libertaires accomplissent un double travail. D'une part ils rédigent un cahier de doléance dans lequel ils vont énumérer les maux que la société présente. Cet aspect de leur œuvre est le plus fréquemment retenu. D'autre part, ils songent à l'avenir. Ils ne savent pas toujours précisément comment concevoir une société libertaire, mais ont conscience des pièges à éviter. Dans une telle société, l'Etat serait ainsi proscrit. Le mythe marxiste de la « société transitoire », du « dépérissement de l'Etat », leur semble fallacieux.

PHILOSOPHIE

Humanisme et conscience ouvrière

Sil fallait se pencher docilement sur l'état du monde ou plus exactement s'il fallait décrire le sort que nous réservent les gens de pouvoir, c'est avec la plus grande inquiétude qu'au delà des bouleversements de l'Est et de l'Ouest on constaterait que les dernières décennies ont porté les plus grands coups à la conscience ouvrière. Des buts et des principes que s'étaient fixés les hommes de la Première internationale force est de constater qu'il ne reste pas grand chose. L'observateur attentif a bien du mal, aujourd'hui, à retrouver dans les nombreuses organisations ouvrières ce qui fit l'originalité du combat révolutionnaire anti-étatique. Tout concourt à instaurer la plus grande confusion dans les esprits. Au manichéisme des uns, où la lutte des classes incarnait l'affrontement des forces du bien et du mal, a succédé dans « notre » société occidentale un ordre sociétal où tout semble relever du plus grand flou artistique.

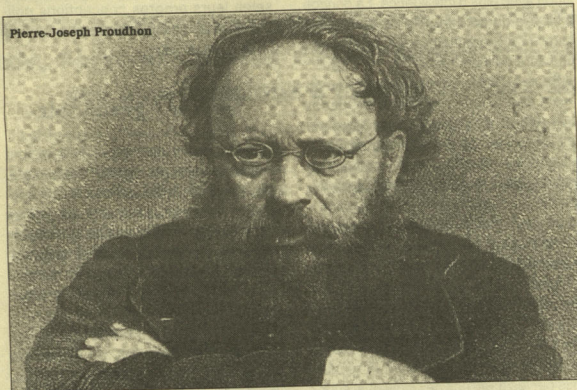
Avec la redistribution d'un certain « sur-salaire » et par là-même avec l'amélioration des conditions matérielles de vie s'est produit un phénomène conduisant au relâchement de l'éthique et au développement d'un individualisme forcené. Plus encore, la généralisation du salariat et conséquemment le renforcement des clans, au sein du monde du travail, s'oppose très efficacement au principe d'égalité et de solidarité. Quant à la grande division des travailleurs : 2,5 millions de chômeurs s'opposant à ceux qui possèdent un emploi, il s'agit bien là d'un véritable traumatisme gangrenant une bonne partie du corps social.

Dans le même temps, par rapport à la situation faite au tiers monde par les pays industrialisés, il résulte que la classe ouvrière est passée insensiblement de classe exploitée au stade de classe exploitée. Un sentiment confus de culpabilité ou pire encore une adhésion pleine et entière au principe de l'économie de marché, le fameux « laisser faire, laisser passer », anesthésie les consciences et anéantit la révolte des hommes.

Qui plus est, l'effondrement du marxisme provoque un regain de « démocratisation ». Chacun y va de son parlement, de son gouvernement librement élu bien sûr ! La « bonne vieille philosophie républicaine » envahit tout. Tous les relais médiatiques sont mobilisés pour nous faire comprendre que la démocratie marque bien le perfec-

tionnement ultime d'un ordre sociétal offert, aux citoyens « raisonnables », le maximum de sécurité. Tout concourt à instaurer la plus grande confusion au niveau des principes ; et la classe ouvrière comptant et recomptant ses maigres économies,

gatoire pour 1 000 ans ! Et l'on sent bien que dans ce perpétuel combat contre le sectarisme et le dogme, la pensée libertaire reste une impérieuse nécessité pour promouvoir les bases d'une solide philosophie rationaliste, susceptible de conduire



single de la façon la plus outrancière la bourgeoisie. Le mercantilisme règne en maître. L'esprit de boutique envahit tout !

La « crise de la pensée »

Quant aux dogmes religieux, jamais sans doute leur succès fut aussi complet. Ceux qui, à peine sortis du camp de travail aspire au calme et à la liberté, trouvent aux portes de tous les temples les « pères de l'Eglise ». Pères de l'Eglise qui incarnent maintenant le combat mené pendant des décennies pour la défense de la justice, de la liberté et de l'identité nationale. Le Vatican parle sereinement de la reconquête du monde. Les églises protestantes tissent toujours le même linçeu pour toute l'humanité. Les musulmans, au nom du grand prophète, atisent les feux d'un fanatisme sans bornes.

En cette fin de siècle, l'intelligentsia la moins corrompue nous parle d'une « crise de la pensée » et l'on prétend qu'un trouble profond agite certaines consciences ! Les vieux militants ouvriers peuvent, avec inquiétude et juste raison, citer Pierre-Joseph Proudhon lorsque celui-ci déclarait que si les peuples refusaient de se mettre en fédération l'humanité entrerait en pur-

les individus sur le chemin de la réflexion et de la connaissance.

En effet, élever les esprits, faire partager le goût du savoir et des choses difficiles, telle est toujours la démarche de ceux qui veulent l'édification d'une société libre, sans Dieu, sans maître, où les individus prendront directement leurs affaires en mains. Et lorsqu'il s'agit de propagande anarchiste bousculons les tabous, forçons les débats, alimentons la controverse, insufflons la révolte mais, de grâce, écartons-nous des sempiternelles pleurnicheries d'une extrême gauche en voie de décomposition. Stigmatisons la chienlit intellectuelle marxiste, portons l'estocade au communisme religieux, dénonçons l'activisme social, la praxis, le maximalisme belliqueux. Condamnons en un mot l'esprit politique de tous ces vieux soixante-huitards, mal remis de ce fameux mois de mai, qui nous resservent du sous-maoïsme, du marxisme et du structuralisme à la mode libertaire !

A contrario, il faut rappeler que l'anarchie, en tant que philosophie politique et sociale parce qu'elle est l'expression la mieux achevée de l'humanisme occidental, fait effectivement de l'Homme la mesure de toute chose. Ce principe poussé jusqu'à son ultime conséquence implique que la dignité humaine, réciproquement et égalitairement garantie, constitue le critérium qui doit régler, pondérer, ponctuer le lien social. Que conséquemment le refus de toute hiérarchie sociale, de toute forme de commandement de l'Homme par l'Homme implique le combat contre l'autorité dans le plan moral, économique et politique. Et que, bien sûr, la lutte contre la religion, la propriété et l'Etat constituent les trois axes d'une réflexion, d'une action et d'une organisation qui doivent se fortifier de jour en jour.

Le « grand discours sur la liberté » demeure une ardente nécessité. La meilleure propagande anarchiste consiste à expliquer que liberté et justice sont des termes synonymes. Les problèmes organisationnels, tactiques, viennent bien après cela... C'est le primat des forces morales qui importe, c'est lui l'inspirateur de la révolte. Avec Albert Camus, nous pourrions dire qu'il nous faut encore et toujours l'« Homme révolté » et pour conclure, rappelons simplement que l'anarchie en tant que discipline de l'esprit cherche à promouvoir l'antidogmatisme le plus rigoureux, et demeure bien un vibrant plaidoyer pour l'Homme et sa liberté. Comme nous le rappelait notre compagnon Gaston Leval, l'humanisme est à ce prix.

Régis (Gr. du 14^e)

CONTE POLITIQUE

Armée (IV)

Charles-Henri Wagner était un dur de dur. En même temps il se voulait libéral. Il souhaitait qu'on adopte son point de vue, mais il voulait qu'on le fasse librement.

Il avait de qui tenir. L'un de ses ancêtres, Charles-Maximilien, avait été général sous l'Empire. Deux chevaux tués sous lui à la bataille d'Iéna. Le troisième avait préféré rendre l'âme dans la position inverse. Un grand-père ministre de la Guerre dans le fameux gouvernement d'unité nationale et un père général, par prudence, dans la cavalerie légère. Il était logique qu'il devint général, puis ministre de la Défense nationale (on n'osait plus parler de guerre).

Sa première femme était morte dans un accident de voiture, il s'était remarié et était devenu le père d'un charmant bambin qu'il avait élevé dans les plus pures traditions familiales. Quand fut venu pour lui l'âge de faire son service militaire, il lui dit :

— Tu choisis l'arme que tu veux. Bien sûr je préférerais que ce soit la cavalerie motorisée...

Le soir, son fils revint triomphant :

— Ça y est, j'ai choisi. Je veux être objecteur de conscience !

Denis Langlois
(juillet 1990)

ECONOMIE

Pragmatisme et pluralisme : le projet anarchiste

Quand, accusés par nos adversaires d'avancer des projets trop flous, classés au rang de doux utopismes nos propositions économiques cela donne quelques orientations bien précises, que tente ici d'exposer Philippe Chailan.

Prendre en compte toutes les formes de coûts et d'intérêts, même et surtout celles qui échappent à l'économie politique traditionnelle : voilà l'orientation que nous indiquions il y a quelques semaines dans ces colonnes, en prélude à une réflexion économique proprement anarchiste. A quelle exigence nous astreint la prise en compte de tous les coûts, dès lors qu'elle s'applique au projet libertaire lui-même ? A un pragmatisme résolu qui, en nous interdisant de présenter comme « parfaite » la société libertaire, nous en inspire une définition plus précise et par là-même plus féconde : l'instauration simultanée et convergente, dans l'économie et les institutions, d'« antidotes » qui anticiperont et contreront par avance la résurgence des dominations. Ainsi l'examen des différents risques et des différents coûts sociaux auxquels s'expose une économie autogestionnaire devrait-il nous permettre de penser les nouveaux équilibres ; la nouvelle dynamique, et, pour quoi ne pas le dire, les nouvelles tensions qui garantiront l'anarchisme de la sclérose. Puisse-t-il contribuer également à faire reculer le discrédit qui enveloppe encore l'anarchisme, assimilé, par un concours de contresens historiques et idéologiques aux dangereuses naïvetés du rousseauisme, aux stériles illusions du gauchisme, voire au désengagement total des dandys et des misanthropes.

S'il est des risques et des coûts sociaux qu'on ne supprime pas par décret, du moins peut-on les équilibrer, les faire jouer les uns contre les autres, en organisant les tensions qui reproduiront le

caractère anarchiste de la société. Le premier risque envisageable consiste en l'éventuelle bureaucratisation d'une économie autogestionnaire. Certes, le « coût bureaucratique » peut-être fortement limité par l'instauration du mandat impératif — à savoir d'un contrat précis subordonnant les délégués aux choix exprimés dans l'entreprise, par les travailleurs, et dans la commune par les citoyens. Encore, l'institutionnalisation du mandat apparaitrait-elle incomplète, et le contrôle collectif bien aléatoire, sans l'organisation d'instances habilitées à recevoir les éventuelles plaintes pour non respect du mandat. Siégeant notamment auprès d'un conseil fédéral, conseil physiquement distant des travailleurs et moins justiciable, *a priori*, d'un contrôle direct, ce type de « cour » civile déclencherait la procédure référendaire pour le maintien ou la révocation des délégués contestés. L'anarchisme, régime constitutionnel, requiert donc, pour s'ancrer dans la durée et l'Histoire, la construction progressive d'un édifice juridique à la fois solide, souple et bien sûr modifiable.

Contre toute forme de domination

Mais le contrôle effectif des délégués mandatés a pour toute première condition l'existence de forces sociales, d'associations multiples et indépendantes — toutes autogérées — qui assumeront éventuellement une fonction de contre-pouvoirs : car, encore une fois, il ne suffit pas d'affirmer qu'une société libertaire ignorera « par définition » toute forme de domination, il faut lui donner les moyens d'en contrer l'émergence. Ainsi, dans l'entreprise, le syndicat représentera-t-il un recours face à un comité de gestion, certes mandaté, mais éventuellement peu scrupuleux. De même, dans les grandes entreprises, la présence de délégués de fédérations de consommateurs présenterait quelque analogie avec celui des « minorités de blocage », en les armant d'un droit de veto sur certaines décisions cruciales.

(suite p. 13)

BILLET D'HUMEUR Adsum

Rien n'est jamais acquis. Cela vaut pour l'amour, pour la poésie, pour la liberté. La vie, déjà, nous le savons et nous ne cessons jamais de l'oublier. Il y a toujours péril, chacune de nos conquêtes est toujours précaire, chacune de nos croyances est toujours menacée de déclin. Nos fatigues mêmes ont tout du bivouac. Notre rage se double de tristesse plus qu'à son tour, de la tristesse d'être sans grande puissance, d'être dérisoirement démunis.

Le 2 mai, ils ont jeté mes amis à la rue. Je les ai vus embarquer des meubles et des colis dans des camions ; je les ai vus murer portes et fenêtres ; ils avaient déjà fait le désert sur la place de la Réunion, ils avaient fait le silence au 67 rue des Vignoles. Un grand air de corbillard, les gestes du cimetière, obscènes obsèques.

C'était ainsi, je le sais maintenant, à Berlin en 1961, dans les villages roumains en 1987. Et le 3 mai quand ils ont jeté des lacrymogènes à l'entrée du square et que les enfants ont crié d'effroi, c'était à Tian anmen en 1989. Simple question de degré, je parle de sensation, pas d'effets. L'état terrassant le devenir. Le droit s'imposant au Naturel. Je veux dire le Droit de Propriété, inscrit et légal, qui écrase le droit au logis, tacite et méprisé.

Le 2 mai, ils ont jeté mes amis à la rue, ils ont violé leur quotidien, ils ont nié leur existence. Ils n'ont pas réussi, ils ne réussiront pas à leur faire, à nous faire courber l'échine ni lâcher prise. Nous ne nous agenouilleront pas devant ces chiens. Nous vaincrons ou nous perdrons, mais toujours, tête haute. Et j'en suis, sang-dieu !

Jimmy Gladiator
7 mai 1990

ECONOMIE

Pragmatisme et pluralisme : le projet anarchiste

(suite de la p. 12)

Il trouverait son prolongement dans une représentation des consommateurs au sein des organismes de crédit décentralisés : l'éventualité d'une rétorsion financière ou d'une pression des consommateurs en ce sens, ferait sans doute réfléchir certains comités de gestion peu enclins à respecter les intérêts des consommateurs.

Dans la même perspective, une société libertaire devrait intégrer des sources d'informations économiques qui ne puissent être entachées de suspicion. Lesquelles ? La société libertaire, s'il lui appartient d'empêcher par ses structures toute accumulation de capital, ne peut légitimement interdire aux ménages de se constituer une épargne, évidemment non convertible en moyens de production, et qui garantirait en partie les citoyens contre les crises dont une économie anarchiste n'est pas exempte. Il reviendrait alors aux entreprises autogérées d'attirer, de mobiliser cette épargne par une gestion correcte, c'est-à-dire une gestion qui ne génère pas de coûts abusifs pour les citoyens, en tant que contribuables, ou en tant que consommateurs.

Pour une économie anarchiste dynamique

Enfin la collectivisation libertaire des moyens de production n'exclut pas, dans le secteur des biens de consommation, la possibilité d'une concurrence entre entreprises autogérées, celles-ci restant propriétaires du produit de leur travail et donc libres de le commercialiser : d'où une garantie supplémentaire de liberté et de contrôle pour les consommateurs. Certaines dénonciations du régime de la « marchandise », il faut le noter ici, se rattachent plus à une condamnation chrétienne de l'échange qu'à une analyse libertaire et matérialiste rigoureuse. En effet, la mise en concurrence des produits ne présente rien de scandaleux, dès lors qu'elle n'aboutit pas à la domination d'une entreprise sur les autres.

Mais comment une telle domination pourrait-elle se concrétiser, dans un régime dont la constitution proscrit l'appropriation privée des moyens de production, et où, par exemple, le rachat d'un concurrent malheureux devient une pure chimère ? Le capitalisme ne se caractérise pas par la mise en concurrence des produits mais par la mise en concurrence des travailleurs devant l'emploi : une économie anarchiste accepte la première au nom des droits des consommateurs, mais bannit la seconde au non de l'égalité des producteurs, introduisant une distinction qui semble avoir échappé aux socialistes réformistes. Du reste, les entreprises peuvent rivaliser sur la qualité tout en organisant entre elles un système de transfert et d'aide mutuelle, par l'intermédiaire de caisses fédérales de régulation.

La concurrence, qui maximise la liberté du consommateur tout en minimisant le risque bureaucratique, requiert en effet une régulation : précisément, le regroupement des entreprises par secteurs d'activités, en fédérations, implique

une coopération permanente, et permet le financement d'investissements non immédiatement rentables — tels que la recherche ou la production de prototypes — à partir d'une cotisation d'entreprise dont le montant serait négocié et fixé par convention, dans chaque secteur.

Associée à la réflexion sur la forme collectiviste et marchande, ou communiste et non marchande, d'une société libertaire, le problème du système des prix doit également attirer notre attention : et là encore, il semble qu'il faille accepter les tensions, en même temps qu'encourager la coopération. La monnaie doit-elle se réduire à un dispositif comptable de la production et de la distribution du produit national ? En ce cas, elle ne représenterait plus une réserve de valeurs, un indice

contrôle, puisqu'en l'absence de prix réellement signifiants, le travail des différents comités de gestion pourra moins bien être jugé. Enfin, comme la monnaie ne véhiculerait plus la valeur, la détermination volontariste des prix transformerait l'économie libertaire en une économie de troc plus ou moins sophistiquée : et avouons qu'une économie de troc n'incite guère à produire efficacement et sérieusement quand elle s'adresse à un public plus vaste que les producteurs-consommateurs locaux.

Une monnaie fondante

La monnaie en société libertaire doit donc conjuguer la fonction comptable

particulièrement long, par exemple. Un tel système de monnaie « fondante » présenterait un double avantage. D'une part, les consommateurs ayant intérêt à se débarrasser au plus vite des signes monétaires émis, la vitesse de circulation des richesses en serait multipliée, et bénéficierait notablement au développement économique. Et d'autre part, le délai passé, les signes monétaires non dépensés seraient convertis par les consommateurs en obligations fédérales à taux fixes : celles-ci permettraient de financer les investissements publics, à l'échelle fédérale ou régionale.

Ces propositions concernant l'organisation de la distribution et la monnaie témoignent que les anarchistes, à l'opposé de certains socialistes « jacobins »

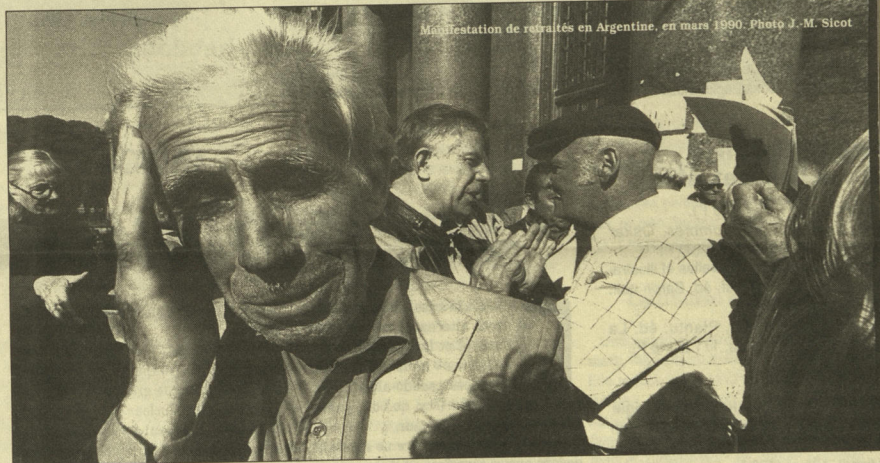
pas pour autant le faux angélisme libéral, qui, quant à lui, assimile capitalisme et marché pour défendre le premier au nom de la « liberté » du second. Si une économie autogestionnaire en partie marchande nous semble apte à produire les bénéfices nécessaires à la croissance du bien-être et d'un niveau de vie égalisé vers le haut, la logique marchande ne saurait garantir l'« allocation optimale » (l'allocation la plus « juste » possible) des ressources. C'est pourquoi il nous faut penser la construction d'un secteur public au cœur de la société libertaire, secteur dont les biens et services seront gratuits. Les coûts sociaux d'une économie purement marchande, même autogestionnaire, pourraient être désastreux : il faut donc accepter l'existence de ce secteur « communiste » — puisqu'il échappera à la logique marchande — tout en sachant que la gratuité elle-même se paie, c'est à dire qu'il sera financé par un budget fédéral.

Un service public totalement gratuit

Le financement d'un secteur public par le budget suppose qu'une société libertaire comportera un système d'imposition. D'une part, dans les premiers temps d'une transformation radicale, le processus d'égalisation impliquera la suppression des impôts indirects et leur remplacement par un impôt sur le revenu et le patrimoine : une telle réorganisation fiscale, assurée par le conseil fédéral à partir des projets des diverses associations, et sur la base d'un référendum arbitrant entre ces différents projets, sera le corollaire nécessaire de la collectivisation. Mais d'autre part, au fur et à mesure que les ressources s'égaliseront, l'impôt disparaîtra en fait cotisation, revenu différé alimentant un système de transferts horizontaux, améliorant la qualité et le volume des services gratuits, accessibles à tous.

Philippe Chailan

N. B. : Dans un prochain numéro, nous poursuivons avec « Fédéralisme et fonctionnement des institutions en société libertaire ».



Manifestation de retraités en Argentine, en mars 1990. Photo J.-M. Sicot

de la valeur des biens et des services, mais une pure unité de compte ; et les prix, fixes, ne fluctuent pas en fonction de l'offre et de la demande. Cependant, une telle réduction des fonctions de la monnaie présenterait un coût énorme pour une société libertaire. D'une part, en effet, elle suppose une détermination centrale et volontariste des prix, dans le cadre d'un plan de production : ce mode de détermination requiert un consensus fort difficile à obtenir, et pour qu'il soit acceptable d'un point de vue anarchiste, il faut espérer que les délégués mandatés, à tous les échelons de l'édifice fédéraliste, transmettront dans la plus parfaite « transparence », les informations et les désirs des collectifs de travail et des collectivités : car, une fois adoptés en une périlleuse « synthèse », les prix fixés auront un rôle contraignant tout à fait exceptionnel et unique dans la logique économique libertaire et toute rectification sera lourde, d'application complexe. D'autre part, un tel mode de détermination, en faisant des prix l'expression d'une volonté et en leur retirant leur caractère d'information sur la réception des produits dans le public menacera la société libertaire d'une bureaucratization de l'information économique : les prix, comme indice relativement objectif de l'état de la production, auront en fait disparu, favorisant la dilution de la responsabilité économique. Le contrôle ici tue le

(mesurer la production), la fonction d'évaluation des biens et services (les prix peuvent varier dans certaines limites), et la fonction de moyens de paiement (sauf dans le secteur public ou « communiste »). Une telle conception de la monnaie laisse toute latitude aux entreprises et aux fédérations de consommateurs de négocier un plafonnement des prix, voire une fixation des prix : mais c'est alors la convention et le contrat direct qui interviennent et non une réglementation centrale peu assurée de correspondre aux besoins multiples d'une population multiple. Quant au risque d'une thésaurisation (d'une accumulation) liée à l'existence même de la monnaie, il s'avère peu important dans un régime où l'appropriation privée des moyens de production et de toute façon impossible et où la monnaie ne procure donc aucun pouvoir sur le travail. Cependant, on peut imaginer que passé un délai de deux ou trois ans, la monnaie se dévalue, ce qui interdirait toute thésaurisation, toute accumulation. Ce principe de monnaie « fondante », de perte de valeur automatique tolérerait sans doute, des exceptions, dans les secteurs où le cycle de production est long et où les travaux engagés n'aboutiraient pas avant l'échéance des deux ou trois ans. Ainsi le même signe monétaire se dévaluerait-il dans la plupart des règlements, mais non dans les paiements réglant un travail de construction, ou d'architecture,

n'assimilent pas marché et capitalisme : nourris de la pensée de Proudhon, ils peuvent penser une économie partiellement marchande, mais non capitaliste ; et, matérialistes, ils savent que le marché n'existe pas abstraitement, mais que ses fonctions dans une économie collectiviste diffèrent radicalement de ses fonctions en société capitaliste. Ils n'en partagent

Histoire drôle

— Thian, s'il te plaît, raconte-moi une histoire drôle.
Dès qu'ils eurent tourné le coin de la rue, la Vietnamiennne raconta :
— C'est un mec, un alpiniste, il se casse la gueule.
— Drôle, l'histoire, Thian, s'il te plaît...
— Attends deux secondes gamin. Donc, il se casse la gueule, cet alpiniste, il dévisse, il dévisse, sa corde pète, et il se rattrape du bout des doigts à une plate-forme de granit verglacé. Au-dessus de lui, deux mille mètres de vide. Le gars attend un moment, les pieds ballants dans le gouffre, et finalement, il demande, d'une toute petite voix : « Y a quelqu'un ? »... que dalle. Il répète, un peu plus haut : « Y a quelqu'un ? » Une voix profonde, s'élevant de nulle part, monte alors jusqu'à lui : « Oui, dit la voix, il y a moi, Dieu ! » L'alpiniste attend, le cœur battant et les doigts gelés. Et Dieu reprend : « Si tu as confiance en moi, lâche cette foutue plate-forme, je t'envoie deux anges qui te rattraperont en plein vol... » Le petit alpiniste réfléchit un instant, puis, dans le silence redevenu sidéral, il demande : « Y a quelqu'un d'autre ? »

Daniel Pennac

(Extrait de *La Fée carabine*, éd. Gallimard, 1987)Dernier roman paru *La Petite marchande de prose*, éd. Gallimard, 1990.

MUSIQUE

L'été et le blues

A PRES toutes les bonnes fortunes — Albert King, Etta James, Eddie Campbell et les autres — du T B Blues à Boulogne, on pouvait craindre le pire pour la situation du « quota-blues » dans les festivals de l'été...

Nous sommes rassurés !... Les vedettes, ça se promènent aussi en province. Quand vous aurez ce journal bien calé sur vos genoux, Ry Cooder et sa bande seront passés au Grand Rex, le 4 juillet, mais il sera peut-être encore temps de réserver votre soirée du 10 à la Grande Halle de La Villette, toujours et encore à Paris, dans le cadre du Heineken Jazz Festival. Vous pourrez entendre John Hammond Jr, Champion Jack Dupree et John Lee Hooker.

Avec un vieux pianiste chanteur moitié cherokee et l'« evergreen » père du boogie, vous aurez passé une soirée agréable mais sans surprise...

Pour le reste, donc, l'essentiel se passera en province. L'évènement « blues » viendra de La Nouvelle-Orléans (ne pas confondre avec la ville de Jeanne !) avec la venue du Snooks Eaglin Blues Band. Ceux qui ont écouté leur dernier disque apprécieront, pour les autres, il ne sera pas encore trop tard pour les découvrir. Cela se passera le 14 à Cussac...
Sinon, par ordre alphabétique et ne

citant que le Blues et les « assimilés », vous pourrez vous poser à Antibes le 19



Luther et Bernard Allison

juillet pour écouter Ray Charles et le 24 pour Chuck Berry (si ses ennuis avec la justice américaine ne l'empêchent pas de venir !)
Cussac-Port-Médoc, comme annoncé le 14 juillet avec Snooks Eaglin. Le 15 avec Jo Hughes Blues Band et BB King.

Lyon. 4 juillet : Ray Charles.
Manosque. 16 juillet : Zachary Richard (Zydeco !). 25 juillet : Paul Personne, Doctor Feelgood, The Blues Brothers Band (Matt Murphy !).

Martignes, Port-De-Bouc. 17 juillet : Dani Blues Band, Snooks Eaglin Blues Band.

Montauban, 5 Juillet : Jean-Paul Amouroux, Boogie Woogie Band (piano !).
Nice. Les 7, 8 et 10 juillet : BB King.
Parthenay. 7 juillet : Stormy Monday Blues Band, Louisiana Red.

Vesoul. Nuit du Blues avec California Blues Stars, Smokey Wilson, Floyd Dixon, Joe Hughes et son Texas Band, le trio Daniel Haar... Ce sera courant juillet et pour les dates exactes emportez votre téléphone avec vous : 84.75.40.66.

Vienne. 7 juillet : Deco Band, Rockin'Dopsee

Villeneuve-d'Asq. 7 septembre (vous avez le temps d'y courir !) : Luther Allison.
Villeneuve-sur-Lot. 7 juillet : Ray Charles.

Voilà pour le programme hexagonal.
Du côté suisse, il y aura à Montreux le 7 juillet Gary Moore et Albert Collins... Le 11, John Lee Hooker... Bob Dylan, Nina Simone seront aussi du voyage !

Pour ceux, Parisiens, qui ne partiront pas en vacances, ils auront toujours la chance d'écouter sur Radio-Libertaire, tout l'été, le mardi matin de 10 h à 12 h, « Blues en liberté » (Oh ! les veinards...).

Et enfin, une surprise : il y aura du blues, cette année à la fête de l'Humanité (Paul Personne, Robert Cray, Dee Dee Bridgewater...) perestroïka ?

Thierry
(Blues en liberté)

Sélection estivale de Radio-Libertaire (89.4)

Mardi

« Cannelle et cerises » (9h - 10 h) :
— les 10, 17, 24 et 31 juillet : rediffusions.

« Blues en liberté » (10 h 30 - 12 h) :
— le 10 juillet : les concerts de l'été ;
— le 17 juillet : les musiciens et les chanteurs ;
— les 24 juillet et 31 juillet : les nouveautés.

Vendredi

« L'invité du vendredi » (19 h - 21 h) :
— le 6 juillet : F. Arzalier présente son livre *Les perdants* (la dérive fasciste des mouvements régionalistes) ;
— le 20 juillet : Georges Touzoube présente son livre consacré à Ludovic Traziaux.

Samedi

« La Chronique syndicale » (11 h 30 - 14 h 30) : Tout l'été sur le front des luttes.

Dimanche

« L'Imaginaire » (22 h - 23 h) :
— le 8 juillet : les mathématiques et l'arbitraire ;
— le 15 juillet : Gilles de Rais ;
— le 22 juillet : la rotation de la terre ;
— le 29 juillet : la mort.

Reprise des programmations hebdomadaires le 13 septembre 1990

Les nouveautés de la librairie du Monde Libertaire à lire cet été

Romans, illustrations, nouvelles
Casque d'or et les apaches, Pierre Drachline et Claude Petit-Castelli, éd. Renaudot. 213 p. (115 F).
Et Rose elle vécut... Gудule, Denoël, 196 p. (68 F).
Coco Perdu, Louis Guilloux, Folio. 118 p. (24 F).
La Mémoire des vaincus, Michel Ragon, éd. Albin Michel. 474 p. (130 F).
La Petite marchande de prose, Daniel Pennac, éd. Gallimard. 367 p. (95 F).
La Fabrique de violence, Jan Guillou, éd. Manya. 418 p. (129 F).
Les Enfants de Kropotkine, Bertrand Renouvin, éd. Ramsay/de Cortanze (99 F).
Hôpital Souterrain, Hervé Jaouen, éd. Denoël. 326 p. (115 F).
Estampe d'une révolution, Anna Delso, éd. Pleine lune. (100 F).
Benoît Misère, Léo Ferré, éd. Gufo del Tramonto. 294 p. (95 F).
Les Nouvelles balladines ou interdites de séjour, Marie-Claire Calmus,

éd. Acratie. 176 p. (70 F).
La Manufacture d'hommes, Oskar Panizza, éd. Ludd. 120 p. (90 F).
Viva la Révolution. Nouvelles et illustrations, ouvrage collectif, éd. Baron noir. 115 p. (45 F).
C'est la lutte finale, Plantu, éd. La Découverte/Le Monde. 171 p. (48 F).

Histoire, écrits politiques, sociologie
Histoire de la littérature libertaire en France, Thierry Maricourt, éd. Albin Michel. 491 p. (150 F).

Combats politiques, Octave Mirbeau, librairie Séguier. 296 p. (150 F).
Michel Bakounine, Madeleine Grawitz, éd. Plon. 620 p. (200 F).

Réflexions sur la violence, Georges Sorel, éd. Seuil. 268 p. (98 F).
Retour à la case prison, Louis Perego, éd. Ouvrières. 280 p. (98 F).

L'Amour en France, Daniel Karlin et Tony Lainé, éd. Grasset. 368 p. (120 F).
La Partie et le tout. Le PCF et la guerre franco-algérienne, éd. Sylleps. 106 p. (65 F).

Les Chemins de la belle. Aragon 1936-Galicie 1942, Danniell Yann, éd. La Digitale. 231 p. (90 F).

Histoire secrète du racisme, Serge Malik, éd. Albin Michel. 185 p. (75 F).
SIDA Venture, ouvrage collectif, postface du Dr. Willy Rozenbaum, éd. Sylleps. 78 p. (60 F).

Histoire de la Commune, Prosper-Olivier Lissagaray, éd. La Découverte. (120 F).

Les Situationnistes et mai 68, Pascal Dumontier, éd. Lébovici. 308 p. (120 F).

Revue

Izok (revue libertaire sur les pays de l'Est), n°18-19. « Le déclin de la dynastie Deng ». San Huang, Angel Pino, etc. 160 p. (60 F).

Les Cahiers du Griff, n° 43-44. « Le Liban ». 220 p. (95 F).

MUSIQUE

Sur la piste du rock

D EPUIS la crise qui a secoué le rock alternatif, le show-buiness et les « majors compagnies » nous offrent des groupes pseudo-alternatifs, tendance Canada Dry, qui ont juste l'aspect, mais pas la saveur.

Aussi le *Monde libertaire* ne reculant devant aucun sacrifice, a-t-il envoyé ses limiers effectuer quelques tests comparatifs, pour que vous ne passiez pas l'été à écouter n'importe quoi. En fouillant dans les labels indépendants ou alternatifs, ils ont écouté des groupes que jamais le show-biz ne pourra produire. La création est toujours à l'extérieur de la société marchande.

Trève de bavardage.

L'enquête

Bérurier Noir, *Viva Bertaga*. L'ultime disque des Bérus, sur lequel on retrouve de larges extraits de leurs concerts d'adieu à l'Olympia. Vingt-deux titres (quatre de plus pour le CD) qu'on connaît quasiment par cœur, avec une fougue, une hargne, comme les Bérus l'ont toujours fait passer en concert.

Ce disque est indispensable à plus d'un titre, ne serait-ce qu'en tant que témoignage sur la musique de la fin des années 80, mais aussi parce qu'à l'écouter on peut se demander quel sera le groupe qui pourra entraîner tant de jeunes, représenter une génération antifasciste et anti-raciste ? Quel groupe créera un hymne comme *Le Pen : porcherie* ?

Enfin... ne pleurons pas sur l'arrêt des Bérurier Noir, d'autres groupes arrivent bien à prendre la relève...

Pour les fans et inconditionnels, un livre est en préparation et une vidéo des

concerts de l'Olympia sortira à la rentrée.

Désert culturel, *Tant qu'on a la colère* (1). Ce jeune groupe de Dijon semble l'héritier direct de groupes tels que les Bérurier Noir, Nuclear Device et Haine Brigade. D'ailleurs sur ce premier album, *Desert Culturel* se permet quelques citations musicales, histoire de montrer qu'il se situe dans la continuité du rock alternatif.

Leur musique, très personnelle tout de même, mélange des influences aussi diverses que le vieux folklore et le punk actuel. Les textes, très politisés, parlent de notre monde, du racisme, de vivisection...

A noter que ce disque de *Desert Culturel* est la première production de *On a faim !*, le fanzine qui s'est fait label et dont le n° 14 vient de sortir.

Dirty District, *Pousse au crime et Longueur de temps* (Bondage/Houlala).

Autre groupe de la relève, plus âgé et plus connu que le précédent (ils étaient déjà présents sur le premier disque de la Mano Negra). Dirty District fait une musique métisse et colorée, aux multiples influences, notamment le ska, le reggae et le rap, ainsi que, quelque part la musique de Joe Jackson.

Les textes traitent du racisme, de la religion, sur une musique gaie et chaude, le message passe dans un genre de fête...

Les Dirty District font de nombreux concerts, ne les ratez pas.

HDQ, *Sinking* (2). Pour ce groupe, il faut passer la Manche, mais le label sur lequel on peut le trouver est un nouveau label bien de chez nous, qui s'appelle Dissidence.

Les HDQ sont originaires des rues de Sunderland. Au début ils faisaient un hard Core violent, aujourd'hui ils ont

amené un côté mélodique non négligeable, et du coup le message passe mieux.

Agent 86, *Vietnam Generation* (45 tours) (3). Des Américains cette fois, et encore sur un label français. Agent 86 mélange punk, hard core et reggae pour militer au sujet d'un problème grave : celui des indiens d'Amérique qui vivent sous un véritable régime d'apartheid.

Exclusion (4). Une compilation internationale faite par le collectif anarcho-punk belge Nabate. Le thème est rare dans le rock et c'est très bien que Nabate l'ait fait, puisque *Exclusion* est une compilation punk contre le sexisme : « Les femmes composent la moitié de la population mondiale, elles réalisent 2/3 des travaux de la planète, ne gagnent que 1/20 des revenus mondiaux et ne possèdent que 1/100 des biens mondiaux. L'apartheid ce n'est pas uniquement en Afrique du sud », disent-ils.

Ce disque qui regroupe des groupes tels que The Ex, Pariapunk et bien d'autres est accompagné d'un gros livret en français et en anglais, traitant du sexisme et qui est très bien fait.

Cette chronique va s'arrêter là, je ne vais pas vous inciter à grever votre budget plus longtemps, surtout qu'il n'y a pas que le punk... comme la chronique blues du *Monde libertaire* le prouve !

Bonnes vacances.

Jean-Pierre Levaray

- (1) Cinquante francs (port compris) à OAF ! label, c/o CERIL, BP 166, 86004 Poitiers cedex.
- (2) Dissidence, c/o Revolution rock, 19, avenue de Vanves, 75014 Paris.
- (3) New Wave RDS, BP 6, 75462 Paris cedex 10.
- (4) Nabate, BP 92 4000 Liège (Belgique). (N.B.) *Desert Culturel*, HDQ et Dirty District sont en vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

ARCHIVES

Paul Robin le pionnier de Cempuis

... « Laissez l'enfant faire lui-même ses découvertes, attendez ses questions (...), gardez-vous par dessus tout de lui imposer des idées toutes faites, banales, transmises par la routine irréflectée et abrutissante... ».

JEAN-GABRIEL Prévost, philanthrope saint-simonien et spirite, eut la bonne idée, en 1875, de léguer au département de la Seine l'orphelinat qu'il possédait à Cempuis, dans l'Oise, sous la condition que celui-ci reste destiné à des « orphelins des deux sexes » et dirigé par des enseignants laïcs.

Ferdinand Buisson, alors chargé par Jules Ferry de la rénovation scolaire, eut la bonne idée à son tour de proposer à Paul Robin — qu'il connaissait par l'intermédiaire de James Guillaume — la direction de cet établissement. C'est ainsi que la première expérience d'éducation libertaire se déroula dans une école publique de la III^e République, sous les auspices du ministère de l'instruction publique. Les premières choses que fit Robin, en arrivant à Cempuis en 1880, furent de congédier le curé et de désaffecter la chapelle, d'abattre les murs séparant la cour des garçons de celle des filles, et d'apporter des casses d'imprimeries récupérées auprès de l'Association internationale des travailleurs...

De la théorie à l'univers de Cempuis

C'est qu'en prenant la direction de cet établissement, il sait avec précision ce qu'il veut mettre en application. Conscient des nécessaires compromis entre ses idées et les vues officielles, il ne s'installe pas moins avec l'objectif de bousculer les idées reçues en matière de pédagogie et de réaliser son vœu : créer une école d'éducation intégrale.

Au sein de la Première internationale, à laquelle il adhère dès 1866, Paul Robin, a en effet participé à tous les débats sur l'instruction et a rédigé lui-même de nombreux rapports sur ce sujet. Mais c'est dans la *Revue de Philosophie positive* de Littré, en 1869, 1870 et 1872 (1), qu'il définit vraiment sa théorie. Trois longs articles reprenant les thèmes chers aux internationalistes (égalité de manuel et de l'intellectuel, formation de l'homme complet, laïcité...), se référant à la tradition proudhonienne de l'école-atelier, mêlant des références aux phalanstères, mais aussi aux encyclopédistes, et au positivisme. Ces trois textes sont d'une grande richesse. Définissant l'enfant comme un individu libre, à part entière, et envisageant l'école comme une micro-société harmonieuse, Robin pose ici les principes de ce que l'on appellera bientôt l'éducation libertaire. Bien d'autres libertaires, James Guillaume le premier, dans son *Idees sur l'organisation sociale* (2),

s'inspireront de ces écrits.

L'orphelinat de Cempuis servit ainsi de terrain d'expérimentation aux conceptions de Robin. De 1880 à 1894, 600 enfants de 4 à 16 ans séjournèrent à Cempuis. L'orphelinat les accueillant en internat, y compris pour la plupart pendant les vacances, ces conditions étaient tout à fait favorables à un système pédagogique qui considérait tous les aspects de la vie comme source d'éducation.

Le programme scolaire suivi à l'orphelinat était similaire à celui des autres écoles. Le plus original en ce qui concerne l'enseignement se trouve dans l'étendue des connaissances abordées et dans les méthodes, d'une grande variété. Non qu'il n'y ait, comme ailleurs, des cours magistraux, mais dès qu'il fait beau, par exemple, l'enseignement se fait dans les bois ou les champs. D'autres parts, on étudie le plus souvent à partir de l'observation des enfants. Une pie morte, sur la route, on va la disséquer, l'observer...

Pour le reste, on a monté à Cempuis un « musée mathématique », une bibliothèque, un jardin botanique, un laboratoire de chimie et de physique, un observatoire de météorologie ; certaines nuits, on se retrouve autour de Robin et de ses télescopes pour des « causeries astronomiques ».

Les manuels scolaires sont peu utilisés, mais plutôt le matériel, fabriqué par les enseignants (cartes, tableaux), ou bien, la technique des projections lumineuses, ancêtre du rétro-projecteur. Pour apprendre à lire en s'amusant, les enfants utilisent des jeux de lecture créés par Robin, ainsi que la méthode phonétique qu'il avait élaborée en 1866 (3). A partir de 1885, l'apprentissage de l'écriture se fait grâce à la méthode de l'imprimerie. Pour la première fois en France cette technique est utilisée, et ce, bien avant Célestin Freinet.

L'enseignement qui a cependant le plus marqué les témoins est l'enseignement artistique. La fille de Robin, Lucie, donnait des cours de dessin, de modelage, de peinture, de sculpture, et le sens esthétique était particulièrement développé. Plus encore, le chant et la musique occupaient les esprits. Cempuis fut souvent décrit comme une ruche chantant du matin au soir. Chaque jeune étudiait le piano, l'harmonium, le violon, et des instruments à cuivre, guidé pour cela par Paul Guillot, un des proches compagnons de Robin. Deux fanfares existèrent à Cempuis, qui furent bien souvent invitées dans les fêtes du voisinage et applaudies par la presse locale.

L'éducation intégrale visant à former des hommes complets, il n'est pas étonnant de trouver un enseignement manuel développé à l'orphelinat. Tout petit, l'enfant pratique des activités développant sa dextérité (pliage, tricot, tissage...). A partir de sept ans, il pratique la « papillonne » — terme emprunté à Fourier — : il va d'un atelier à l'autre, jusqu'à treize ans, âge où on le juge capable de choisir lui-même sa spécialisation. Dix-neuf ateliers fonctionnèrent, de la couture à la boulangerie en passant par la photographie, la maçonnerie, le jardinage ou l'imprimerie.

L'orphelinat ne parvint pas bien sûr, à vivre en autarcie ; mais les produits des différents ateliers intervinrent pour beaucoup dans l'économie de l'établissement. Les dernières années, une porcherie, une

étable, une basse-cour et 15 hectares de champs et de jardin étaient exploités par les jeunes.

L'éducation obligatoire pour les garçons fut décrétée par Jules Ferry en 1880. A Cempuis, on ne se contenta pas d'appliquer ce décret : les filles aussi font du sport, et cet enseignement est infiniment développé.

plutôt que de le nier, l'enseignement scientifique, l'habitude de ne croire qu'à ce qu'on peut démontrer sont en fait le principal moyen d'affranchir les esprits de tendances métaphysiques.

L'internationalisme, et même un certain esprit de révolte sont transmis plus directement, par les textes mêmes des chansons

notamment pour recruter des enseignants motivés, furent un obstacle à une pratique libertaire de la vie en groupe. Si le domaine de l'éducation morale et du fonctionnement institutionnel fit sans cesse l'objet d'hésitations et de tâtonnements, il n'en est pas moins vrai que des règlements répressifs virent le jour à Cempuis. La vie communautaire harmonieuse des débuts ne put durer et les compromis ensuite firent qu'une marge importante sépara la réalité de l'objectif poursuivi.

Les pédagogues de tous horizons virent très rapidement dans l'orphelinat un laboratoire pédagogique exceptionnel et affluèrent à Cempuis. Le rayonnement fut tel que Robin et ses compagnons durent multiplier les conférences dans plusieurs villes de France et d'Europe et qu'en 1894, une Ecole normale d'éducation nouvelle devait voir le jour à Cempuis.

Malheureusement, les détracteurs de l'expérience furent aussi nombreux, mais surtout plus féroces. Durant l'entreprise, l'équipe de Cempuis n'a cessé de se heurter à des attaques virulentes sur le système qu'il défendait. En 1892, les réactionnaires déclenchèrent une campagne calomnieuse contre Robin, en même temps que l'administration, jusque-là plutôt « indulgente », devient quelque peu critique...

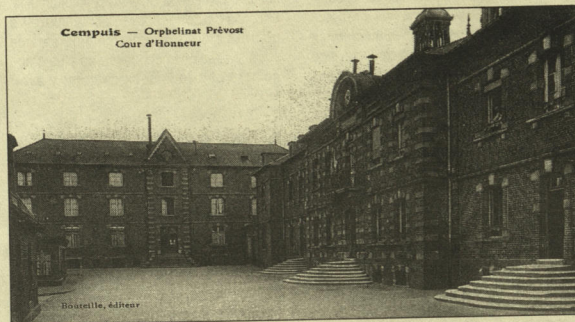
En 1894, le scandale éclate pour de bon, à l'initiative de Drumont et du journal *Le Libre parole*, transformant l'orphelinat en un « lupanar officiel » où Robin « contaminait les enfants du peuple en les initiant aux théories préconisées par Epicure et le Marquis de Sade » (6). Quelque temps après le vote des lois scélérates et le procès des Trente, Robin est révoqué de ses fonctions par Georges Leygues.

Robin délaissa alors quelque peu les problèmes éducatifs et milita pour le néo-malthusianisme. Il garda cependant des contacts avec les précurseurs de l'éducation nouvelle et de l'école active, comme Adolphe Ferrière, et avec Francisco Ferrer et Sébastien Faure, qui s'inspirèrent en partie de son œuvre.

Les anarchistes, qui ne s'étaient guère préoccupés de l'orphelinat de Cempuis, firent preuve d'un intérêt grandissant, à partir de 1895, pour les questions éducatives et paradoxalement ne cessèrent de se référer à cette expérience.

Quant à l'orphelinat Gabriel Prévost, après avoir été le berceau d'une école libertaire, il est resté un établissement laïc pour les pupilles de la nation... Jusqu'au jour de 1988 où Jacques Chirac et le département de la Seine, trahissant ainsi la volonté du vieux donateur, le louèrent à titre gratuit pour 99 ans aux Orphelins-apprentis d'Auteuil !

Nathalie Brémard



Jeux de quilles, de ballons, de cerceaux sont pratiqués librement par les enfants ; la danse est enseignée, ainsi que la gymnastique, l'équitation, la boxe... L'orphelinat adopta très tôt cette nouveauté qu'était le vélodrome, et en 1881 les jeunes construisirent une piscine. Les scandales provoqués sur le voisinage par la vue de ces baignades mixtes ne parvinrent pas à freiner l'enthousiasme, et les jeunes de douze ans surent bientôt tous nager.

Dans chacune de ces activités, les éducateurs se défendent de « fabriquer des champions », mais veulent donner à l'enfant le goût de l'effort physique et le principe de l'hygiène. L'école enfin a un bataillon scolaire, appelé « La famille de Cempuis » ; l'exercice y est considéré comme développant l'adresse et la précision, et à l'inverse des autres bataillons, les jeunes pouvaient parler pendant l'exercice et ne marchaient pas au pas.

Si Robin, en effet, affirmait un pacifisme et un internationalisme marqués, il cultivait aussi un certain esprit de défense populaire et était pour le principe du citoyen armé — plus proche en cela des radicaux et des socialistes que des anarchistes —. C'est ce qui explique en partie l'existence à Cempuis de ce bataillon.

L'éducation physique était complétée dans la formation d'un corps sain par un souci de l'hygiène de vie très « XIX^e siècle » poussé à l'extrême. La toilette et l'alimentation, qui fut un temps végétarienne, faisaient l'objet d'attentions constantes. Des pratiques très proches de la médecine scolaire, utilisant les techniques anthropométriques, furent introduites.

Enfin, dans cette optique, les activités de plein-air furent nombreuses, et Robin acquit en 1882 une maison au bord de la mer, qui devint la colonie de vacances des Cempusiens.

Sur le programme d'enseignement qui devait être, comme dans les autres écoles, affiché sur le mur, Robin avait rayé le paragraphe « devoirs envers Dieu » et écrit à l'encre violette : « les questions extra-terrestres ne sont traitées en aucune manière » (4). L'anticléricalisme n'est pas inculqué pour autant à Cempuis, mais les éducateurs se targuent d'ignorer Dieu auprès des enfants

apprenus à Cempuis. *Le Chant des ouvriers*, *Le Droit des travailleurs* font partie du répertoire ; pour être encore mieux compris, les éducateurs composent eux-mêmes des paroles : *La Marseillaise de la paix*, ou bien *Aux martyrs inconnus*, sur l'air d'un cantique flamand...

La liberté censurée

L'éducation morale ne fait pas l'objet de cours, mais est issue de la vie quotidienne. Elle repose sur le modèle de la « grande famille », où les enfants « vivent entre eux sur un pied d'égalité et de communauté familiale, où tout se partage fraternellement et cordialement » (5). Garçons et filles vivent ensemble tous les moments de la vie quotidienne, sauf au dortoir. Il s'agit d'ailleurs plus de coéducation des sexes que de mixité. Et si le sujet peut sembler sans trop d'intérêt aujourd'hui, il attirera la curiosité de beaucoup à l'époque ; Robin bénéficiait pour cela d'une autorisation spéciale de Ferry et cette particularité faisait l'aspect le plus expérimental du projet de Cempuis, en même temps qu'il constituait la principale pierre d'achoppement entre défenseurs et détracteurs du système éducatif cempuisien.

La vie collective à Cempuis repose sur la répartition des tâches et des responsabilités parmi les jeunes. Le principe de la liberté est mis en avant et chaque enfant dispose de temps libre qu'il organise à sa guise. En ce qui concerne le fonctionnement institutionnel de l'établissement, le bulletin périodique de l'orphelinat ne nous donne — est-ce un hasard ? — que très peu d'éléments. Tout porte à penser cependant que les pratiques développées dans les écrits de Robin — rapports contractuels entre les individus, démocratie directe — furent effectives au début de l'expérience, pour être plus ou moins délaissées par la suite. Plusieurs raisons expliquent cela, la première étant que si l'effectif de l'orphelinat s'élevait seulement à une quarantaine de personnes dans les premières années, cent quarante, puis deux cents individus vécurent à Cempuis, et ces chiffres, rajoutés à certains problèmes rencontrés,

(1) Paul Robin, « De l'enseignement intégral », *Revue de Philosophie positive* de E. Littré et Wyrouboff. Tome V, 1869 ; tome VII, 1870 ; tome IX, 1872.

(2) James Guillaume, *Idees sur l'organisation sociale* ; réimp. 1876. Paris : éd. du groupe Fresnes-Antony, 1979.

(3) Paul Robin, *Méthode de lecture*. Paris : Delagrave, 1866.

(4) *Dossier de l'orphelinat*, Archives nationales, F 17.14312.

(5) *L'Education intégrale*, bulletin de l'orphelinat. N° 1 (5e série), janvier-février 1893.

RENDEZ-VOUS

PERPIGNAN

Le groupe de la Fédération anarchiste tient une permanence chaque samedi de 15 h à 18 h 30 au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.

MARSEILLE

Le groupe Ascaso-Durruti tient ses permanences tous les samedis, de 14 h 30 à 17 h 30, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro Réformés-Canebière ou métro Cinq avenues-Longchamp). vous pouvez venir débattre avec nous, consulter notre bibliothèque de prêt (constituée par 600 titres), consulter nos publications étrangères et acheter le Monde libertaire. Les permanences seront assurées durant les mois de juillet et août.

TOULON

Le groupe Région-toulonnaise de la Fédération anarchiste rappelle qu'il tient ses permanences chaque samedi entre 15 h 30 et 18 h 30, au local du Cercle Jean-Rostand, situé immeuble Lamer, rue Montébello (derrière la gare), à Toulon. Sont à votre disposition une table de presse, une bibliothèque et des disques de labels indépendants. On peut lui écrire en s'adressant au CECL (même adresse).

GROUPES FA

PARIS :

12 groupes dans les arrondissements suivants : 3^e, 4^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Groupe François-Rabelais.

BANLIEUE :

ESSONNE : Vallée de Chevreuse, Evry, Val d'Yerres.
HAUTS-DE-SEINE : Asnières, Fresnes-Antony, La Défense, Colombes (liaison).
SEINE-ET-MARNE : Chelles, Coulommiers, Meuh.
SEINE-SAINT-DENIS : Noisy-le-Grand, Saint-Denis, Sevran-Bondy.
VAL-DE-MARNE : Arcueil, Le Kremlin-Bicêtre (liaison), Ormesson/Sucy-en-Brie (liaison).
VAL-D'OISE : Argenteuil, Sarcelles.
YVELINES : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles.

PROVINCE :

AISNE : Anizy-le-Château.
ARDECHE : Aubenas.
BOUCHES-DU-RHONE : Arles, Marseille.
CHARENTE : Angoulême.
CHARENTE-MARITIME : Rochefort/Marennes.
COTE-D'OR : Dijon.
DOUBS : Besançon.
EURE-ET-LOIR : Chartres.
FINISTERE : Brest.
HAUTE-GARONNE : Toulouse.
GIRONDE : Bordeaux (3 groupes).
ILE-ET-VILAINE : Rennes.
INDRE-ET-LOIRE : Tours.
ISERE : Bourgoin-Jallieu, Grenoble.
LOIRE : Saint-Etienne.
LOIRE-ATLANTIQUE : Nantes.
LOIRET : Montargis.
LOT-ET-GARONNE : Agen.
MANCHE : Cherbourg.
MARNE : Reims.
MEURTHE-ET-MOSELLE : Nancy.
MOSELLE : Thionville.
NORD : Lille (deux groupes), Dunkerque.
PYRENEES-ORIENTALES : Perpignan.
BAS-RHIN : Scherwiller.
RHONE : Lyon.
SARTHE : Le Mans.
SEINE-MARITIME : Rouen, Le Havre.
SOMME : Amiens.
VAR : Toulon.
VIENNE : Poitiers.

POINT DE VUE

L'éducation libertaire

Il fut un temps — celui du romantisme révolutionnaire et celui du bolchevisme — où l'on pouvait tirer des chèques en blanc et en bois sur l'avenir. Cette époque — celle du spontanéisme et des périodes de transition — pour avoir par trop payé l'espoir en assignats, est désormais révolue. Et on ne peut que s'en réjouir tant il est vrai que l'important n'est pas tant de changer les choses que de les changer en mieux !

Pourquoi et pour quoi changer l'école capitaliste ?

L'école capitaliste, celle d'aujourd'hui comme celle d'hier, c'est une école de classe (l) qui d'une manière active et passive reproduit la division sociale. Les enfants de la bourgeoisie et des classes moyennes y réussissent. Les enfants des classes ouvrières y échouent ou sont voués aux bantoustans du technique... Mais l'école capitaliste n'est pas qu'une école de classe... C'est également une institution dont la fonction sociale est de préparer les enfants — tous les enfants — à l'humiliation et à l'aliénation de la vie *made in capitalisme* !

De ce fait, toute alternative scolaire ne prenant pas en compte — ce d'une manière simultanée — ces deux aspects de la question relève purement et simplement de l'escroquerie et les syndicalistes à la mode bolcho ou social-démocrate sont en train d'en faire l'expérience, l'escroquerie paie de moins en moins.

Déclaration universelle des droits de l'enfant

S'il nous est donné un jour à la faveur d'un mouvement social de pouvoir changer l'école capitaliste et si nous voulons que ce changement débouche sur un mieux, il nous faudra mettre en avant de notre démarche un certain nombre de principes et les formaliser en terme de droits.

Droits de l'individu à l'épanouissement de ses potentialités et de ses spécificités, droits de l'individu à la gestion de sa vie et de la vie. Sur la base de ces deux droits et la mise en oeuvre des moyens leur permettant de s'appliquer effectivement, c'est-à-dire, en supprimant le droit de propriété parentale et en accordant à l'enfant un statut de sujet social à part entière, l'aventure d'une école libertaire vaudrait alors d'être tentée.

Pour un service social d'enseignement

Si on admet que, comme le droit de se nourrir, de se vêtir, de se loger... le droit au savoir est un droit imprescriptible, le problème se pose de savoir dans quelles condi-

tions il peut s'exercer et donc s'il convient ou non de créer une ou des institutions spécialisées dans la transmission du savoir.

Chez les libertaires, il s'agit là d'un vieux débat et la méfiance à l'égard des institutions quelles qu'elles soient en fut l'un des éléments majeurs.

Pour ce qui me concerne, parce que l'absence d'institutionnalisation dans la transmission du savoir favorise de fait ceux qui ont la chance d'être détenteurs de savoir, je pense que le problème n'est pas tant de refuser l'institutionnalisation que d'en éviter les tendances totalisantes et uniformisantes. Dans cette optique, c'est-à-dire qu'en posant clairement le principe de la non obligation scolaire, celui d'un crédit d'années de formation utilisable par l'individu quand bon lui semble, celui de la diversité institutionnelle, celui de l'autogestion... l'école libertaire pourrait alors s'affirmer comme service social d'enseignement ouvert au plus grand nombre et à tous ceux désirant y avoir recours.

De l'autogestion institutionnelle

L'école libertaire, cela va sans dire, mais encore mieux en le disant... n'a de sens que si elle fonctionne sur la base de l'autogestion institutionnelle. Concrètement, cela signifie que les enseignants participent au même titre que les enseignés à la gestion administrative et pédagogique de l'institution. Ce qui sous-entend que les enseignés peuvent choisir leurs enseignants et que les enseignants en plus de leurs compétences propres soient formés à l'autogestion institutionnelle, les uns et les autres n'ayant de comptes à rendre que dans le cadre d'une évaluation effectuée par un échantillon représentatif du corps social (Parents, syndicats, municipalités, entreprises...).

De la pédagogie libertaire

Service social d'enseignement fonctionnant sur la base de l'autogestion institutionnelle, l'école libertaire opérera, cela va encore sans dire, au rythme d'une pédagogie libertaire. Cette pédagogie qui passe par une redéfinition des savoirs que l'on se propose de transmettre par la réunification, entre autres, des savoirs manuels et intellectuels, par la volonté et de transmettre quelque chose et d'apprendre à apprendre... passe également par une réduction massive du temps scolaire (ce qui est logique dès lors que l'on s'engage à apprendre à apprendre !) et par des temps, dans le cadre de la scolarité, d'apprentissages de l'autogestion. Ainsi, la participation à la vie institutionnelle dans le cadre d'assemblées générales, de groupes de base ou de commissions, donnerait lieu

comme pour les maths ou la géographie à discussions, réflexions et évaluations

De la rationalisation de l'institution scolaire

C'est un fait désormais connu, la pré-scolarisation en crèches facilite largement le parcours scolaire ultérieur des enfants. De ce fait, l'école libertaire devra opérer dès les premiers mois de la vie. De même, il serait souhaitable qu'elle se dote d'une cohérence pédagogique et spatiale à tous ses niveaux d'intervention. En regroupant autant que faire ce peut dans un même espace ou avec des espaces communs crèches, maternelles, primaires, secondaires et pourquoi pas supérieures... En se dotant d'un corps unique d'enseignants bénéficiant d'un tronc commun de formation et selon les espaces où ils évoluent de formations supplémentaires particulières.

Ni dieu ni maître !

De tout ce qui précède et qui mériterait bien évidemment d'être approfondi, discuté et redéfini, rien ne sera cependant possible si on ne supprime pas le droit de propriété parentale et si on accorde pas aux enfants un statut de sujet social à part entière.

Qu'on ne se y trompe pas, en effet, si les enfants ne participent pas au même titre que les adultes et avec les mêmes droits à la gestion de la cité et s'ils demeurent juridiquement dépendants de leurs parents, une école libertaire ne différera pas fondamentalement de l'école capitaliste actuelle, les enfants ne faisant jamais que d'y autogérer leur misère !

Reste donc à définir un statut social de l'enfant lui permettant d'être un membre à part entière du corps social et des moyens (au niveau du logement et de toute problématique matérielle) de transformer un droit en réalité.

Accepter d'avoir des enfants pour eux-mêmes et non pour soi, accepter des relations de liberté et d'égalité avec eux au plan relationnel et politique demeurent, au bout du compte, la clé de voûte de tout l'édifice.

Jean-Marc Raynaud

SOMMAIRE

- PAGE 1 : Réfugiés, Conte politique.
- PAGE 2 : Le nazisme, la « race » et la loi.
- PAGE 3 : Réfugiés (suite), La dette.
- PAGE 4 : Syndicalisme, Poème.
- PAGE 5 : Mal-logés, Prisons, Conte politique.
- PAGE 6 : « Ruines amORALES », La Révolution française, Conte politique.
- PAGE 7 : Suède, URSS, Iztok, Souscription.
- PAGE 8 : Le « Michel Bakounine ».
- PAGE 9 : Spécial Daeninckx, En bref.
- PAGE 10 : L' « Histoire de la littérature libertaire » par Michel Ragon.
- PAGE 11 : Spécial Maricourt.
- PAGE 12 : Philosophie et économie libertaires, Billet d'humeur, Conte politique.
- PAGE 13 : Economie libertaire (suite), Histoire drôle de Pennac.
- PAGE 14 : Musique, Les nouveautés de Publico, Radio-Libertaire.
- PAGE 15 : Paul Robin.
- PAGE 16 : L'éducation libertaire, Infos.

LES LIAISONS FA

- AIN : Le Bugey.
- ALPES-DE-HAUTE-PROVINCE : Digne.
- ALPES-MARITIMES : Grasse.
- ARDENNES.
- AUBE.
- AVEYRON : Rodez, Sud-Aveyron.
- BOUCHES-DU-RHONE : Aix-en-Provence.
- CANTAL : Aurillac.
- CHARENTE-MARITIMES : Saintes.
- CHER : Vierzon.
- CORSE : Ajaccio.
- COTES-DU-NORD : Saint-Brieuc.
- CREUSE : Guéret.
- DOUBS : Pontarlier.
- DROME : Valence.
- GARD : Nîmes.
- HERAULT : Béziers, Montpellier.
- LOIR-ET-CHER : Blois.
- LOIRE : Roanne.
- LOIRE-ATLANTIQUE : Saint-Nazaire.
- MORBIHAN.
- MOSELLE : Metz.
- PAS-DE-CALAIS : Boulogne.
- PUY-DE-DOME : Clermont-Ferrand.
- PYRENEES-ATLANTIQUES : Pau.
- BAS-RHIN.
- HAUTE-SAONE.
- SAVOIE : Chambéry.
- HAUTE-SAONE : Annecy.
- SEINE-MARITIME : Dieppe.
- VAR : La Seyne-sur-Mer, Hyères, Solliès-Pont.
- TERRITOIRE-DE-BELFORT : Belfort.
- DOM-TOM : ILE-DE-LA-REUNION.

PARUTIONS

PUBLICATION

Le Collectif libertaire de Boulogne-sur-Mer vient de publier une brochure sur la poll-tax intitulée : *Poll-tax, un coup dur pour le libéralisme*. Cette brochure est disponible au prix de 10 F (+ frais de port) à l'adresse suivante : Collectif libertaire bouloonnais, c/o Arthur lutte, BP 272, 62204 Boulogne-sur-Mer. Cette brochure est également en vente à la librairie du Monde Libertaire.

TEE-SHIRT

Les groupes Région-toulonnaise (Var) et Ascaso-Durruti (Marseille) diffusent un tee-shirt noir avec un A cerclé rouge (toutes tailles) au prix de 50 F (port compris). Les commandes sont à passer au CECL, immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon. Chèques à libeller au nom de Nappi.

PUBLICATION

Le Collectif libertaire de Boulogne-sur-Mer vient de publier une brochure sur la Poll-tax, intitulée : *Poll-tax, un coup dur pour le libéralisme*. Cette brochure est disponible au prix de 10 F (+ frais de port) à l'adresse suivante : Collectif libertaire bouloonnais, c/o Arthur lutte, BP 272, 62204 Boulogne-sur-Mer.

Cette brochure est également en vente à la librairie du Monde Libertaire.

AFFICHES

Le groupe Carlo-Cafiero tient toujours à votre disposition l'affiche intitulée : « Levons la voile, ni macho, ni ghettos, entr'aide contre la galère du racisme ». Il s'agit d'une affiche de format 50X70, aux caractères noirs et rouges sur fond blanc, agrémentée de deux photos ; l'une représente des fillettes turques dansant dans une classe française et l'autre (en médaillon) représente des femmes algériennes voilées. Les prix de cette affiche sont de 5 F l'unité, 2 F au dessus de 50 exemplaires et 1,60 F au-dessus de 100 exemplaires.

Le gr. Humeurs noires de Lille a déposé à la librairie du Monde Libertaire des affiches « L' Eurosoumission est pour demain » signées par l'ACCA (Belgique), l'IAFD (RFA), LAO (Pays-Bas) et la FA. Vous pouvez les acheter aux prix de 5 F l'unité et de 0,80 F à partir de 50 exemplaires. Le bénéfice réalisé sera donné au journal, dans le cadre de la campagne décidée au 47^e congrès de la FA, pour combler le déficit.

La Plume noire
Ouverture prévue en septembre

La Plume noire, librairie de la Fédération anarchiste, ouvrira ses portes au 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon, en septembre 1990.

Cette structure, nous la concevons comme un espace de rencontres, de débats et de diffusion de nos idées, situées clairement dans le courant de l'anarchisme social et organisationnel.

A compter de cette date, vous trouverez dans ce lieu l'ensemble de la presse libertaire, des ouvrages sur l'anarchisme, le syndicalisme et sur les différents mouvements spécifiques que nous soutenons, mais aussi des livres de littérature et d'Histoire.

En attendant, nous devons rénover notre local, réparer des meubles et constituer un stock de livres (objectif à court terme : 5 à 600 titres). Nous ne pouvons réaliser cela sans votre soutien. Une souscription est donc lancée. Les chèques sont à libeller à l'ordre de « FA » et à envoyer à FA, BP 2041, 69603 Villeurbanne cedex.

Souscription du mois d'avril 1990 :
Manuel : 2 000 F, Jean-Claude : 550 F, Jean-Marc (Bourgoin-Jallieu) : 1 000 F, Bernard : 100 F, Jérôme : 100 F, Valérie : 20 F. Total : 3 770 F.

Groupe Galina-Makhno